

JUIN 2024

RAPPORT DE RECHERCHE

HORS
SÉRIE

Lutter contre la pauvreté des enfants en Wallonie : une analyse prospective

RÉSUMÉ

Réalisée à la demande du Gouvernement wallon, cette étude prospective, fruit d'une collaboration entre l'IWEPS et l'AVIQ, décrit la façon dont pourrait évoluer l'action publique de lutte contre la pauvreté des enfants à l'horizon 2050. À la croisée des politiques des droits de l'enfant et de lutte contre la pauvreté, cette action transversale à différents domaines (politique de l'enfance, politiques sociales, politique scolaire...) associe des acteurs publics et associatifs de tous niveaux de pouvoir. Cette politique vise à agir sur l'état de privation matérielle des enfants et sur les difficultés d'accès à leurs droits fondamentaux. Depuis la ratification de la Convention internationale des droits de l'enfant en 1992, jusqu'à la mise en œuvre de la garantie pour l'enfance en 2022, cette politique s'est formée, en Belgique, à travers différentes étapes décrites dans l'étude. Pour imaginer les futurs possibles de long terme de cette forme d'action publique, cette étude a privilégié une méthode de scénarisation participative qui a mobilisé une grande diversité de publics : co-construction du diagnostic prospectif, d'hypothèses d'évolution et

des scénarios d'action publique, avec les parties prenantes et les acteurs des politiques ; élaboration de scénarios portant sur le contexte socio-économique avec des experts scientifiques ; consultation des bénéficiaires (enfants et familles en situation de pauvreté ou de précarité), sous forme de témoignages relatifs à leurs attentes, besoins et souhaits pour l'avenir (cf. Partie II). Le résultat de ce travail consiste en quatre scénarios établis à l'horizon 2050 et présentant à la fois le contexte dans lequel la Wallonie pourrait évoluer et le type d'action publique de lutte contre la pauvreté des enfants qui pourrait s'y déployer. Ces scénarios présentent quatre configurations contrastées déterminées par l'état des relations entre le modèle économique et la forme prise par l'État social avec, en toile de fond, le rôle structurant des effets des changements climatiques et environnementaux sur les inégalités. En conclusion, l'étude développe six enjeux et domaines d'action permettant au Gouvernement et aux acteurs de développer une action stratégique basée sur l'analyse prospective.

COLOPHON

Auteurs : **Vincent CALAY** (IWEPS)
Frédéric CLAISSE (IWEPS)
Caroline COUWENBERGH (AVIQ)
Michaël DEGREEF (AVIQ)
Olivier FORTZ (AVIQ)

Édition : **Evelyne ISTACE** (IWEPS)

Editeurs
responsables : **Sébastien BRUNET** (IWEPS)
Françoise LANNOY (AVIQ)

Dépôt légal : D/2024/10158/11

Création graphique : **Deligraph**
<http://deligraph.com>

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales,
moyennant mention de la source.

IWEPS

Institut wallon de l'évaluation, de la
prospective et de la statistique

Route de Louvain-La-Neuve, 2
5001 NAMUR

Tel : 081 46 84 11

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

AVANT-PROPOS

Cette étude est le fruit d'une collaboration entre l'IWEPS et l'AVIQ, souhaitée par le Gouvernement wallon dans le cadre du « Plan wallon de sortie de la pauvreté » adopté le 25 novembre 2021. Elle vise à réaliser une analyse prospective des politiques de lutte contre la pauvreté infantile en Wallonie.

L'équipe en charge de l'étude était composée, à l'IWEPS, de Vincent Calay et de Frédéric Claisse, attachés scientifiques – experts en prospective et, à l'AVIQ, de Caroline Couwenbergh et de Michaël Degreef, gestionnaires de projets en évaluation des politiques publiques, prospective et statistiques.

La présentation des résultats est organisée en deux parties.

La première partie, rédigée par Vincent Calay et Frédéric Claisse, est intitulée « Lutter contre la pauvreté des enfants en Wallonie : rétrospective, scénarios à l'horizon 2050 et enjeux stratégiques ». Elle présente l'analyse prospective et ses conclusions.

Une seconde partie, rédigée par Caroline Couwenbergh, Michaël Degreef et Olivier Fortz, présente les résultats d'une consultation organisée par l'AVIQ relative aux attentes des bénéficiaires des politiques de lutte contre la pauvreté infantile.

Les travaux publiés n'engagent que les auteurs et leurs institutions.

RAPPORT DE RECHERCHE

HORS
SÉRIE

Lutter contre la pauvreté des enfants en Wallonie :
consultation des bénéficiaires

RÉSUMÉ

La volonté du commanditaire était une large participation des parties prenantes, en ce compris les enfants et les familles (les bénéficiaires). Le principal objectif de la consultation était d'impliquer les bénéficiaires dans le processus de scénarisation, afin de leur permettre d'y réagir et, ainsi, de contribuer à leur développement.

Dans ce cadre, il s'agissait de leur soumettre la première version synthétique des trois scénarios prospectifs afin qu'ils se projettent dans ces futurs envisageables et ainsi, recueillir leur vécu et instaurer un débat sur la pauvreté infantile et sur les futurs leviers d'actions politiques de lutte en la matière afin d'enrichir les travaux réalisés en amont.

En élargissant notre cercle de consultation à des groupes souvent moins représentés, nous souhaitions également garantir à notre projet une diversité plus étendue d'expériences et de savoirs, permettant une compréhension plus riche du sujet

de l'étude et ainsi apporter à notre projet une perspective différente de celles partagées par les experts académiques et de terrain ayant travaillé sur le projet en amont, tout en intégrant la parole d'enfants et d'adultes, ainsi que d'experts du vécu.

Enfin, il s'agissait d'identifier les domaines d'actions publiques qui sont primordiaux pour les bénéficiaires et sur lesquelles les prochains gouvernements devraient se concentrer afin de lutter efficacement contre la pauvreté infantile.

Grâce aux différents dispositifs développés dans le cadre de la consultation des bénéficiaires et grâce à la participation de ceux-ci, nous avons pu mettre en évidence une série de thématiques, naturellement abordées par les participants, et surtout, en lien avec les fiches variables du projet, développées avec les experts académiques et de terrains. L'importance de ces thèmes font ainsi consensus parmi l'ensemble des parties prenantes.

Remerciements

La consultation des bénéficiaires est le résultat d'une collaboration entre l'AVIQ, l'IWEPS et d'autres partenaires, sans qui ces consultations n'auraient pas été possibles. De ce fait, nous tenons à exprimer notre reconnaissance à David Lallemand, membre de l'équipe du DGDE, ainsi qu'au Comité de Branche Familles de l'AVIQ pour leur collaboration dans le projet et plus précisément pour leur soutien dans la mise en place des différents dispositifs.

Nous tenons à remercier Thibault Coeckelberghs, Marianne Spinewine., et Nastassja Rico de l'asbl « Comme un Lundi » pour leur collaboration et leur soutien dans l'animation des ateliers à destination des enfants mais également Ludivine Bykans et Oliver Henskens du RWLP pour leur collaboration et leur soutien dans les animations des ateliers tant à destination des adultes que des enfants.

Nous tenons à adresser nos remerciements pour leurs accueils les AMO, à savoir, « La Boussole », « Globul'In », « Ado-Micile », « Visa Jeunes », « Tu Dis Jeunes » et « Pavillon J » et la Maison des Jeunes de Florennes et l'école Bonne Nouvelle de Liège.

Enfin, nous tenons à remercier tous les enfants, les jeunes et les adultes qui ont participé à ces ateliers.

Table des matières

1. Objectif de la consultation	4
2. Méthodologie	5
2.1. Nos partenaires.....	5
2.1.1. Le Délégué général aux droits de l'enfant.....	5
2.1.2. Les Actions en Milieu Ouvert.....	5
2.1.3. ASBL Comme un Lundi.....	5
2.1.4. Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté.....	5
2.1.5. Comité de Branche Familles.....	6
2.2. Profils des bénéficiaires.....	6
2.2.1. Enfants.....	6
2.2.2. Adultes.....	6
2.3. Dispositifs des consultations.....	9
2.3.1. Ateliers.....	9
2.3.2. Sondage.....	11
3. Résultats des dispositifs de consultation	13
3.1. Note d'éclairage.....	13
3.1.1. Méthodologie différente entre les ateliers AVIQ-RWLP.....	13
3.1.2. Déconnexion avec les scénarios.....	13
3.2. Résultats des ateliers avec les enfants.....	14
3.3. Résultats des dispositifs à destination des adultes.....	24
3.3.1. Résultats des ateliers.....	24
3.3.2. Résultats du sondage.....	33
3.3.3. Résumé des réflexions spécifiques aux adultes :.....	40
3.4. Réflexions transversales.....	41
4. Synthèse des résultats	46

1. Objectif de la consultation

La volonté du commanditaire était une large participation des parties prenantes, en ce compris les enfants et les familles (les bénéficiaires). Le principal objectif de la consultation est d'impliquer les bénéficiaires dans le processus de scénarisation, afin de leur permettre d'y réagir et, ainsi, de contribuer à leur développement avant la clôture du projet. Dans ce cadre, il s'agissait de leur soumettre la première version synthétique des trois scénarios prospectifs afin qu'ils se projettent dans ces futurs envisageables et ainsi, recueillir leur vécu et instaurer un débat sur la pauvreté infantile et sur les futurs leviers d'actions politiques de lutte en la matière afin d'enrichir les travaux réalisés en amont.

En élargissant notre cercle de consultation à des groupes souvent moins représentés, nous souhaitons également garantir à notre projet une diversité plus étendue d'expérience et de savoir, permettant une compréhension plus riche du sujet de l'étude et ainsi apporter à notre projet une perspective différentes de celles partagées par les experts académiques et de terrain ayant travaillé sur le projet en amont, tout en intégrant la parole d'enfants et d'adultes, ainsi que d'experts du vécu.

Enfin, un autre objectif est d'identifier les domaines d'actions publiques qui sont primordiaux pour les bénéficiaires et sur lesquelles les prochains gouvernements devraient se concentrer afin de lutter efficacement contre la pauvreté infantile. Pour ce faire, une série de dispositifs ont été élaborés par l'équipe-projet et d'autres partenaires.

Dans le cadre des ateliers à destination des enfants, la volonté était de réaliser un atelier par province afin de couvrir la Wallonie urbaine et rurale et par conséquent d'obtenir une diversité socio-économique chez les enfants vivant dans des milieux différents. L'enjeu était donc de recueillir l'avis des enfants quant aux futurs possibles imaginés par les scénarios, mais également d'identifier des injustices et des inégalités dont ils sont témoins aujourd'hui, directement ou indirectement, et de développer des pistes de solutions pour lutter contre celles-ci.

Concernant les ateliers avec les adultes, nous avons travaillé en collaboration avec le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (voir point 1.2.1.4) afin d'atteindre un public d'adultes précarisés ayant l'habitude de réfléchir et de débattre sur des thématiques liées à la pauvreté. L'intention était de faire émerger des injustices et des inégalités actuelles pour ensuite développer des pistes de solutions. De plus, l'équipe-projet a également mis en place un atelier au sein de l'AVIQ à destination des adultes venant de « tout horizon ». L'objectif de cet atelier était d'identifier quels éléments constituaient l'avenir idéal pour un enfant en 2050 et de faire émerger les priorités des participants en termes d'actions publiques. Aussi, l'objectif commun aux deux ateliers était de faire réagir les participants par rapport aux trois scénarios présentés et de recueillir leurs réflexions à ce propos.

Par ailleurs, le sondage en ligne avait pour but de recueillir l'avis des répondants concernant leur avenir dans l'un des trois scénarios en lien avec les politiques publiques en matière de lutte contre la pauvreté infantile, et de mettre en lumière quelle(s) politique(s) publique(s) et action(s), à leurs yeux, était(en)t importante(s) et devai(en)t prioritairement être mise(s) en œuvre aujourd'hui.

L'ambition était de pouvoir toucher un plus large public adulte que celui identifié ci-dessus et de permettre aux citoyens n'ayant pas la possibilité de participer à l'atelier à destination des adultes « de tout horizon » d'également donner leur avis. Le choix de passer par un sondage a été motivé par l'importance de rendre cet exercice disponible à tout instant et plus facilement accessible qu'un atelier se déroulant à un instant précis et en un lieu donné.

Il est important de noter qu'il ne s'agissait pas d'atteindre la représentativité de la population wallonne mais d'entendre la voix des enfants, des jeunes et des adultes, d'appréhender leurs vécus et leurs ressentis et de recueillir leurs réflexions notamment via un processus participatif sur les questions de la pauvreté infantile et des politiques publiques en la matière afin d'apporter un éclairage, aux décideurs et décideuses politiques, venant des personnes directement concernées.

2. Méthodologie

Pour cette étape, nous avons décidé de solliciter la collaboration de partenaires pour la conception et la réalisation des dispositifs à destination des adultes et des enfants.

2.1. NOS PARTENAIRES

2.1.1. Le Délégué général aux droits de l'enfant

Dans le cadre des ateliers participatifs avec les enfants, nous avons notamment fait appel au Délégué général aux droits de l'enfant (DGDE). Avec la collaboration des membres de son équipe, une invitation a été envoyée aux Actions en Milieu Ouvert (AMO) de Wallonie afin de susciter leur intérêt et celui des enfants fréquentant leur structure à participer à un atelier.

2.1.2. Les Actions en Milieu Ouvert¹

Faisant suite à l'invitation du DGDE, quatre AMO ont été retenues, venant de quatre Provinces différentes, à savoir, l'AMO « Ado-Micile » d'Arlon (Luxembourg), l'AMO « La Boussole » d'Ans (Liège), l'AMO « Visa Jeunes » de Fleurus (Hainaut) et l'AMO « Globul'in » de Dinant (Namur). Chacune d'entre elles ont proposé aux enfants et aux jeunes de participer, sur base volontaire, à l'atelier conçu avec l'asbl « Comme un Lundi » (voir point suivant).

Il est à noter que l'AMO « Visa Jeunes » de Fleurus a collaboré avec deux autres AMO, à savoir l'AMO « Tu Dis Jeunes » de Thuin et l'AMO « Pavillon J » de Courcelles pour mobiliser un large groupe d'enfants et de jeunes pour l'atelier prévu dans la Province du Hainaut.

2.1.3. ASBL Comme un Lundi²

Un marché public a été passé par l'AVIQ pour la conception et l'organisation d'ateliers avec les enfants pour désigner une organisation ayant une expertise en matière d'animation, notamment avec des enfants. L'asbl « Comme un Lundi » a remporté le marché. Avec leurs compétences et leur collaboration, un dispositif d'atelier participatif à destination des enfants a été mis en place (voir point 1.2.3.1. « Ateliers »).

2.1.4. Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté

Le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) collaborant au projet depuis le début par sa participation au Comité de Suivi, a proposé le développement et l'animation de trois ateliers participatifs, à savoir, un atelier avec leurs Témoins du Militants³ (TVM) et deux autres à destination des enfants (la Maison des Jeunes de Florennes et l'autre en collaboration avec l'Ecole fondamentale communale « Bonne Nouvelle » de Liège). Ces ateliers ont ainsi touché des personnes (adultes et enfants) vivant dans la précarité.

¹ Les AMO sont un service apportant un soutien aux enfants et aux jeunes de moins de 18 ans, en demande d'aide, de conseils ou ayant besoin d'être écoutés et traversant des difficultés. « L'objectif prioritaire d'une AMO est d'aider les enfants à s'épanouir dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social (notamment à l'école, dans la famille, dans les quartiers, ...) en leur apportant une aide individuelle ; en soutant leurs projets ; en les aidant à résoudre leurs difficultés (familiales, scolaires, administratives, juridiques ». Les AMO, présentes tant sur le territoire wallon que bruxellois, proposent leurs services de manière confidentielle, anonyme et gratuitement.
Source : <https://www.aidealaenfantsse.cfwb.be/index.php?id=329>

² « Née en 2010, Comme un Lundi est une asbl de réalisations sonores et visuelles dédiées à la jeunesse. Ses ateliers et créations favorisent la réflexion, les rencontres et la participation » Source : <https://commeunlundi.be/>

³ Personnes en situations de pauvreté et de précarité qui participent bénévolement à des travaux de réflexion, se mobilisent et luttent contre les inégalités et la pauvreté, avec le RWLP (<https://vivre-ensemble.be/association/reseau-wallon-de-lutte-contre-la-pauvrete/>)

2.1.5. Comité de Branche Familles

À l'aune des crises successives, nous assistons à l'effacement de la classe moyenne. De nombreuses personnes luttent tous les jours pour ne pas tomber dans la précarité. Au regard de ce constat, il semblait aussi important d'entendre la voix notamment de ce public qui se fragilise. Pour ce faire, le Comité de Branche Familles de l'AVIQ (CBF) et plus précisément les représentants des familles, les organisations syndicales et les caisses d'allocations familiales ont été sollicités pour l'organisation d'un atelier et la création d'un sondage en ligne à destination des adultes « de tout horizon ». Par leurs fonctions, les membres du CBF étaient les mieux placés pour toucher le public-cible en partageant les informations relatives au sondage et à l'atelier auprès de leurs bénéficiaires.

2.2. PROFILS DES BÉNÉFICIAIRES

Dans ce point, les profils des bénéficiaires qui ont, d'une part, participé aux ateliers à destination des enfants mais également à destination des adultes et, d'autre part, répondu au sondage en ligne, seront abordés.

2.2.1. Enfants

Les enfants ayant participé aux ateliers sont issus de trois milieux distincts : d'une part, les différentes AMO contactées par l'équipe du DGDE, d'autre part la Maison de Jeunes (MJ) de Florennes et l'Ecole fondamentale communale « Bonne Nouvelle », contactées par le RWLP.

Au sein de l'AMO « Ado-Micile » (Arlon), le groupe était composé de 6 enfants, à savoir 3 filles et 3 garçons, âgés de 10 à 13 ans.

Au sein de l'AMO « La Boussole » (Liège), le groupe était composé de 7 enfants, à savoir 2 filles et 5 garçons, âgés de 11 à 17 ans. Deux garçons ont cependant quitté l'atelier durant sa réalisation, ils n'ont donc pas participé à l'ensemble des activités.

La collaboration entre les trois AMO « Tu dis Jeunes », « Visa Jeunes » et « Pavillon J » (Hainaut) a permis de mobiliser un groupe composé de 9 enfants, à savoir 6 filles, 2 garçons et une personne non genrée, âgés de 12 à 17 ans.

Au sein de l'AMO « Gloubl'In » (Dinant), le groupe était composé de 6 enfants, à savoir 2 filles et 4 garçons, âgés de 10 à 14 ans.

Au sein de la MJ de Florennes (Namur), le groupe était composé d'une quinzaine de jeunes et d'enfants, avec une majorité de garçons, âgés de 13 à 32 ans⁴.

Au sein de l'Ecole fondamentale communale « Bonne Nouvelle » (Liège), le groupe était composé de 13 enfants, à savoir 6 filles et 7 garçons, âgés de 11 à 13 ans.

En tout, la parole d'une cinquantaine d'enfants et de jeunes a été recueillie dans le cadre des ateliers et de notre projet.

2.2.2. Adultes

Deux **ateliers à destination des adultes** ont été mis en place, le premier par le RWLP et le deuxième par l'AVIQ. Concernant l'atelier du RWLP, 13 participants (9 Témoins du Vécu Militants (TVM) et 4 facilitateurs en prévention des inégalités⁵) étaient présents. Pour ce qui est de l'atelier réalisé à l'AVIQ, une vingtaine de personnes s'étaient inscrites mais seulement 2 personnes se sont présentées le

⁴ L'un des « enfants » de la MJ de Florennes âgé de 32 ans est porteur d'un léger retard mental, ce qui justifie sa présence au sein d'un groupe plus jeune.

⁵ Travailleurs du RWLP ayant connu des situations de précarité.

jour de l'atelier. Au total, une quinzaine de personnes ont participé aux ateliers à destination des adultes.

Concernant les profils socio-économiques, les TVM sont des personnes vivant dans une grande précarité. Pour les participants à l'atelier réalisé à l'AVIQ, la politique de confidentialité ne permettait pas de récolter ce type d'informations directement auprès des participants. Ces informations pouvaient être recueillies de manière anonyme, seulement si les participants les dévoilaient, ce qui n'a pas été le cas.

Lors de la clôture du **sondage en ligne**, il y avait un total de 49 répondants. Cependant, 7 répondants ont refusé la politique de confidentialité⁶ et un répondant n'a pas complété le sondage de manière pertinente⁷. L'échantillon se compose alors de 41 répondants dont 31 sont des femmes et 10 sont des hommes. L'âge moyen des répondants est de 42 ans.

Dans l'échantillon, 14 répondants n'ont pas d'enfants, 11 ont un seul enfant, 8 ont deux enfants, 5 ont trois enfants et 3 ont quatre enfants.

Concernant le type de famille et parmi les répondants ayant un ou plusieurs enfants, 13 sont considérés comme étant en couple et 14 sont considérés comme étant une famille monoparentale⁸. Parmi l'ensemble des familles, 8 sont considérées comme étant une famille nombreuse⁹, dont 5 sont également monoparentales.

Parmi les répondants en couple, 3 ont un seul enfant, 7 en ont deux, 2 en ont trois et 1 répondant a quatre enfants. Tandis que parmi les familles monoparentales, 8 répondants ont un seul enfant, 1 répondant en a deux, 3 répondants en ont trois et 2 répondants ont quatre enfants.

Concernant le budget mensuel net, 3 répondants n'ont pas désiré le communiquer ou ne savaient pas l'évaluer.

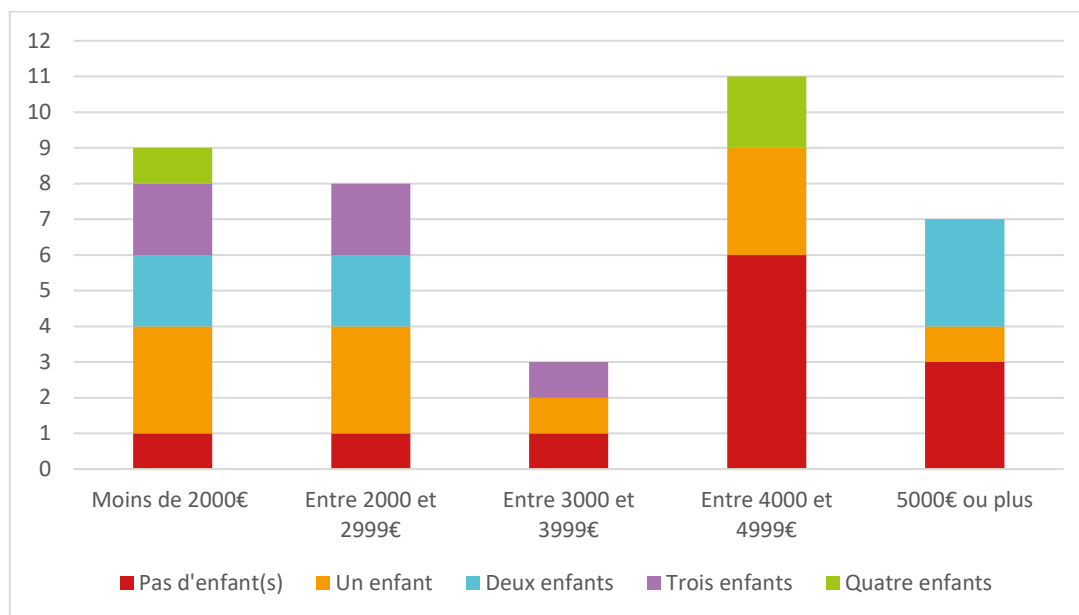
⁶ Lorsqu'un répondant n'accepte pas la politique de confidentialité, le sondage se termine sans possibilité de répondre aux différentes questions qui le compose.

⁷ Ce répondant a indiqué « 1000 » concernant son âge et a répondu « 18 » aux questions portant sur les scénarios.

⁸ Car le répondant n'a pas de partenaire.

⁹ Car le répondant a trois enfants ou plus.

Montant du budget mensuel des répondants en fonction du nombre d'enfants à charge

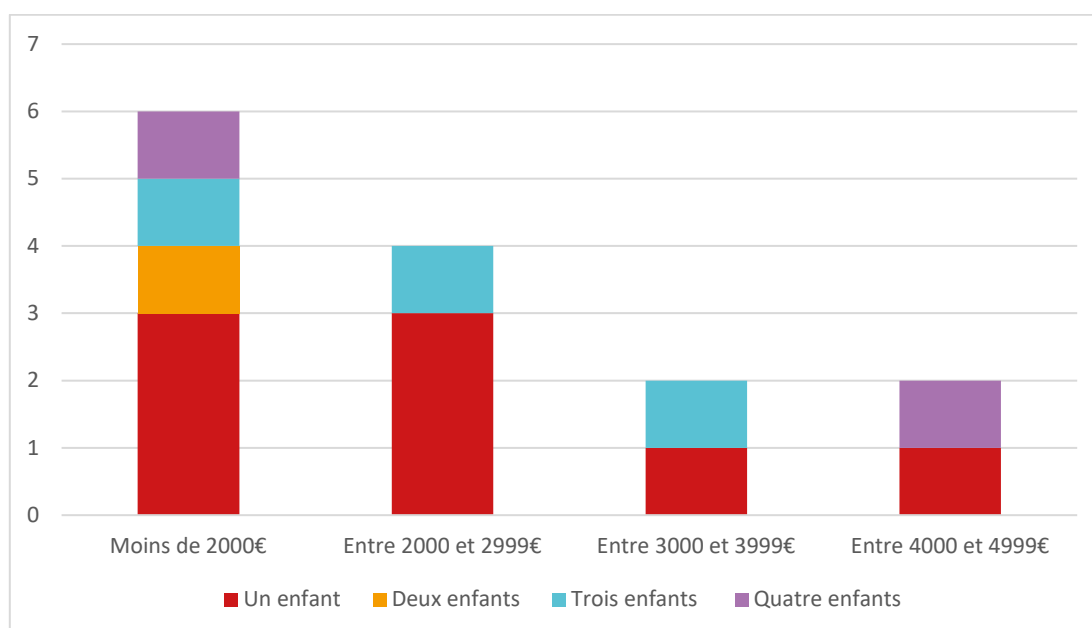


Source : AVIQ, 2024.

Dans ce graphique, tous les répondants sont représentés¹⁰, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de distinction notamment entre les répondants célibataires ou en couple, n'ayant pas d'enfants et les familles monoparentales. Cependant, parmi les couples sans enfants, aucun d'entre eux ne perçoit moins de 3000€ de budget mensuel. Par déduction, les répondants célibataires sans enfants ont un budget mensuel entre « moins de 2000€ » et « entre 2000 et 2999€ ».

Ci-dessous, le graphique concernant le budget mensuel net des répondants considérés comme **familles monoparentales** :

Montant du budget mensuel des répondants considérés comme familles monoparentales en fonction du nombre d'enfants



Source : AVIQ, 2024.

¹⁰ Excepté les répondants n'ayant pas communiqué leur budget mensuel net.

Dans ce graphique, aucun répondant considéré comme famille monoparentale ne perçoit 5000€ ou plus de budget mensuel net. Parmi les **familles monoparentales et nombreuses**, celles ayant 3 enfants perçoivent entre « moins de 2000€ » et « entre 3000 et 3999€ » de budget mensuel, tandis que les deux familles ayant 4 enfants se trouvent aux deux extrémités de l'échelle des montants mensuels.

Concernant **les répondants en couple** et considérés comme **famille nombreuse**, l'échantillon en compte 3. Une perçoit un budget mensuel de moins de 2000€ et a 3 enfants, une autre perçoit un budget mensuel compris entre 2000 et 2999€ et a 3 enfants et enfin, la dernière famille perçoit un budget mensuel compris entre 4000 et 4999€ et a 4 enfants.

En ce qui concerne **la présence** (permanente ou majoritaire – la moitié du temps ou moins) de ou **des enfants dans le ménage**¹¹ du répondant, 24 répondants ont en permanence ou la majorité du temps, un ou plusieurs enfants à charge. Dont 11 répondants sont considérés comme une famille monoparentale. Seuls 3 répondants considérés comme famille monoparentale n'ont pas d'enfants à charge en permanence ou la majorité du temps mais seulement la moitié du temps ou moins. Enfin, parmi les 14 répondants considérés comme familles monoparentales, 4 ont tant des enfants à charge, en permanence ou la majorité du temps, que des enfants à charge la moitié du temps ou moins.

Il est à noter que certaines questions n'ont pas été exploitées. En effet, lors de l'analyse, elles se sont révélées inopérantes parce que mal comprises par les répondants.

2.3. DISPOSITIFS DES CONSULTATIONS

2.3.1. Ateliers

Le dispositif mis en place **au sein des AMO**, par l'asbl « **Comme un Lundi** », s'est déroulé comme suit :

- Après une activité brise-glace, l'asbl a organisé une activité permettant de comprendre l'état d'esprit des enfants par rapport à leur quotidien et à la situation du monde en 2024 au travers de l'utilisation du jeu de cartes *Speech*¹². Chaque participant devait choisir une ou plusieurs cartes qui illustraient son état d'esprit et sa vision du monde actuel, puis chaque participant était invité à partager la (ou les) carte(s) choisie(s) et la raison de ce choix avec le reste du groupe ;
- Après une présentation vulgarisée des scénarios et une vérification de la compréhension, les enfants ont discuté de chaque scénario et exprimé leur ressenti. L'activité se termine par une discussion autour de l'ensemble des trois scénarios ;
- Enfin, lors d'une « tempête d'idée », chaque enfant a exprimé un problème, une injustice, une situation qui le dérange, et le reste du groupe a proposé des pistes de solution ;
- Pour terminer l'atelier, deux activités se déroulaient en parallèle. D'un côté, l'un des animateurs recevait chaque enfant individuellement (parfois en duo) afin de réaliser un entretien plus approfondi autour de divers thèmes, principalement l'évolution du monde d'ici 2050. Pendant ces entretiens, le reste du groupe participait à des activités plus ludiques, des petits jeux ou autres discussions informelles.

Il est à noter que durant l'atelier dans l'une des AMO, le dispositif a légèrement été modifié. Afin de favoriser le débat et les discussions, la tempête d'idée a été remplacée par un jeu où deux groupes s'opposaient dans une joute autour d'un thème donné (par exemple : l'école, la pollution, ...) et devaient proposer un maximum de solutions à ce problème, à tour de rôle. Après 3 minutes de

¹¹ Que ce soit l'(es) enfant(s) du ou de la répondante ou de son ou sa partenaire.

¹² Le jeu de cartes *Speech* est composé d'un ensemble de cartes présentant des dessins simples et compréhensibles (par exemple : un personnage qui danse, un hamburger, un arbre dans un jardin ensoleillé, etc.).

préparation, chaque équipe, à son tour, devait proposer leurs solutions jusqu'à ce que l'une des équipes n'ait plus rien à proposer.

Durant ces ateliers, certaines activités ont été enregistrées par l'asbl puis retranscrites à l'écrit afin de conserver le discours des enfants. Les enregistrements ont eu lieu parfois en groupe, parfois en individuel, afin de multiplier les méthodes de récolte de paroles et de s'assurer que chaque enfant trouve un espace au sein duquel il soit à l'aise pour s'exprimer.

Enfin, il est important de noter que le dispositif des ateliers n'était pas figé. En effet, tout au long des différents ateliers, l'organisation et le déroulement de ceux-ci ont évolué en fonction de l'âge, de la motivation mais aussi des envies des enfants. Cette adaptation était importante afin de ne pas contraindre et de ne perdre ni la motivation ni la confiance des participants et de s'assurer qu'ils parlent le plus librement possible.

L'atelier au sein de la MJ de Florennes (Namur) a été mené par le RWLP et s'est déroulé comme suit :

- Après un exercice brise-glace, le RWLP a organisé une animation autour des inégalités où chaque jeune expliquait des inégalités ou injustices dont il avait été témoin et ce qui l'interpellait. Toutes ces injustices et inégalités étaient ensuite consignées sur un tableau afin d'être utilisées lors des activités suivantes ;
- En sous-groupe, les jeunes ont discuté des inégalités qui les touchaient le plus et des problèmes que ces injustices ou inégalités soulevaient et des pistes de solution. Un retour en plénière a été organisé ;
- Le RWLP a ensuite organisé une animation autour des trois scénarios : après une présentation de ces derniers autour de six thèmes communs avec un support visuel, les jeunes ont discuté des scénarios. Ensuite, les différentes inégalités et injustices ont été classées par l'ensemble du groupe, en fonction du scénario qui, à leurs yeux, serait idéal pour résoudre ces inégalités.

L'atelier au sein de l'école fondamentale Bonne-Nouvelle, le RWLP a mené un dispositif comparable à celui de la MJ de Florennes avec quelques différences dues notamment à l'âge et au statut socio-économique des participants.

Il est à noter que pour ces deux ateliers, il n'y avait pas de prise de son.

L'atelier mis en place par l'AVIQ à destination des adultes, pour rappel, avait pour objectif de faire émerger les priorités des participants en termes d'action publique, mais également de les faire réagir aux trois scénarios.

Après la présentation du projet et une activité brise-glace, la première activité consistait en un travail des scénarios pour faire émerger les éléments marquants de chacun d'entre eux. Un premier scénario était lu par l'un des animateurs, une courte discussion avait lieu pour s'assurer de la bonne compréhension du scénario. Ensuite, les participants étaient invités à mettre en avant les éléments marquants du scénario, en les classant soit positivement soit négativement. Et une fois le tableau positif/négatif rempli, l'exercice s'est répété pour les deux autres scénarios.

La seconde activité avait pour objectif de mettre en avant les grandes thématiques liées à la pauvreté infantile. Le fonctionnement était le suivant : dans un premier temps les participants étaient invités à citer les grandes thématiques présentes dans au moins l'un des scénarios. Dans un second temps, l'objectif était de réfléchir aux thématiques que les scénarios n'évoquaient pas, pour les ajouter à cette synthèse. Cet ensemble de thématiques était ensuite placé devant les participants afin de nourrir les discussions des autres activités.

La troisième activité appelée « l'histoire » cherchait à élaborer l'environnement idéal d'un enfant et ce qui pourrait aider à le construire, en 2050. Sur base des thématiques identifiées précédemment, les participants évoquaient donc tour à tour des éléments qui rendraient la vie de cet enfant idéale.

Tout au long de cette activité, les animateurs favorisaient les discussions et les débats afin de cerner au mieux les idées des participants et de faire les liens entre les différents éléments cités.

La quatrième et dernière activité concernait les priorités de l'action publique pour résoudre le problème de la pauvreté infantile. Les participants étaient invités à proposer des actions publiques, à les noter sur des post-it et à les classer en fonction de leur priorité (très important – moyennement important – important mais peut attendre). Une fois ces priorités identifiées, les participants ont placé les post-it sur une ligne du temps, allant de 2024 à 2050, en fonction de la période à laquelle ils estimaient que ces actions publiques devaient être mises en place.

Concernant l'atelier à destination des adultes, organisé par le RWLP, il fonctionnait sur base d'un autre dispositif. Tout d'abord, les animateurs ont présenté le projet, et ont fait un rapide retour sur la consultation des jeunes de la MJ de Florennes, les détails de leurs apports ont été présentés en fin d'atelier lors de la présentation des scénarios.

La première activité était organisée en sous-groupes. Les participants étaient séparés en deux groupes et devaient répondre à trois questions différentes. Tout d'abord, le groupe devait nommer et expliquer des injustices et inégalités existantes, qui ne devraient plus exister en 2050 pour que les enfants ne vivent plus dans la pauvreté. Une fois ces injustices citées, les membres du groupe devaient en sélectionner une pour chacun des thèmes proposés (école, petite enfance, droits, ...) et proposer des pistes de solutions pour que cette injustice n'existe plus. Enfin, le groupe était invité à rédiger un texte de synthèse décrivant un modèle de société, une organisation idéale à mettre en place d'ici 2050.

Ensuite, une mise en commun des réflexions de chaque sous-groupe a été réalisée en grand groupe. Un représentant de chaque équipe était invité, d'une part, à partager les inégalités prioritaires à combattre pour 2050 et, d'autre part, à lire le texte de synthèse décrivant un modèle de société égalitaire, voire idéal.

Enfin, pour clôturer cet atelier, une présentation des différents scénarios a eu lieu, de la même manière que lors de l'atelier à la MJ de Florennes. Un moment de discussion sur les scénarios a été pris et les animateurs du RWLP ont également expliqué les choix des jeunes de la MJ de Florennes sur cette même activité.

2.3.2. Sondage

Pour compléter le dispositif de l'atelier en présentiel à destination des adultes, un sondage a été mis en ligne afin de permettre à tous de participer et de donner leur avis. L'AVIQ et les membres du Comité de Branche Familles de l'AVIQ ont fait la promotion de ce sondage, dans le but de toucher un maximum de citoyens.

Le sondage est construit en deux axes¹³ : les questions de profilage des répondants et les questions liées aux scénarios.

Les questions de profilage ont pour objectif de comprendre le profil des citoyens ayant répondu au sondage. Celles-ci concernent : l'âge des répondants, leur genre, le budget mensuel du ménage, le nombre d'enfant(s) à charge, les personnes vivant au sein du ménage ou encore le nombre de personnes en situation de handicap vivant au sein du ménage.

Une fois ces questions de profilage effectuées, les répondants ont été répartis aléatoirement entre les 3 scénarios, à l'aide d'une question utilisant l'option « *mélanger les réponses* » de l'outil Microsoft Forms. Il est à noter que le fonctionnement de cet outil n'étant pas parfait, il n'a pas permis de répartir

¹³ Une première section concerne la politique de confidentialité. Celle-ci n'ayant d'impact ni sur les résultats, ni sur le profil des participants, elle ne sera pas décrite dans cette synthèse.

équitablement les répondants au sein des différents scénarios : 18 répondants pour le premier scénario, 13 pour le second et 10 pour le troisième.

Après la présentation synthétique d'un des trois scénarios, il était demandé aux répondants de se projeter dans cette vision du futur, puis, de classer un ensemble de 10 politiques publiques, développées dans le scénario, par priorité d'action pour lutter contre la pauvreté infantile et d'explicitier enfin ce choix prioritaire.

3. Résultats des dispositifs de consultation

3.1. NOTE D'ÉCLAIRAGE

Afin de bien comprendre les données et les dispositifs mis en place pour récolter et analyser celles-ci, il est important de prendre en compte les conditions dans lesquelles ces dispositifs ont été mis en place.

3.1.1. Méthodologie différente entre les ateliers AVIQ-RWLP

Les ateliers réalisés par l'AVIQ et les ateliers réalisés par le RWLP n'ont pas suivi le même dispositif et n'ont donc pas fonctionné avec la même méthodologie. Cette différence s'applique autant aux ateliers avec les enfants qu'aux ateliers avec les adultes.

La principale différence entre les deux approches vient du point d'entrée de la discussion. Les ateliers de l'AVIQ et de « Comme un Lundi » avaient pour objectif de partir des scénarios afin de construire une discussion sur l'avenir et sur les priorités d'action publique. Les scénarios étaient au centre des ateliers et des discussions, avec pour objectif de récolter des réflexions quant à ces visions de l'avenir.

Les ateliers du RWLP se sont basés principalement sur la question des injustices et des inégalités. Les scénarios étaient utilisés comme des outils, des bases pour nourrir la discussion mais la question principale était de partir des inégalités et injustices dont les participants étaient témoins afin de réfléchir aux potentielles solutions à ces problèmes. La discussion autour des scénarios était donc moins poussée, pour laisser place à une discussion plus concrète sur des problèmes à régler et des pistes de solutions.

Cette différence de point d'entrée crée une variété dans les données récoltées qui n'en facilite pas l'analyse. En effet, les thèmes abordés diffèrent d'un atelier à l'autre, rendant la mise en commun moins évidente.

3.1.2. Déconnexion avec les scénarios

Un autre point à prendre en compte est la relative déconnexion entre les apports des participants aux différents ateliers et les trois scénarios établis grâce au travail des experts. Les différents ateliers avaient pour objectif de se baser sur les scénarios afin de faire réagir les participants aux idées transmises par ces scénarios. Pour permettre aux participants de s'approprier ces scénarios, ceux-ci ont été vulgarisés par l'équipe-projet afin d'en garder l'essentiel. Les participants étaient ainsi invités à prendre connaissance des scénarios pour ensuite y réagir selon des modalités définies par les animateurs.

Au fil des différents ateliers, un constat a émergé : les participants ne sont pas parvenus à prendre la pleine mesure des scénarios et à s'immerger dans cette vision de 2050. Pour certains enfants en particulier, les trois scénarios se mélangeaient sans réelle distinction. Pour d'autres participants, ces scénarios étaient soit trop éloignés de leur propre vision de 2050, soit trop précis que pour réellement se projeter dans ces scénarios. Cependant, le principal problème qui semble avoir entravé cette utilisation des scénarios, est la déconnexion qu'ont pu subir certains participants vis-à-vis des thèmes abordés. En effet, si dans la rédaction des scénarios, nous avons pris le parti de construire un monde global, abordant des concepts de politique internationale ou de réchauffement climatique, les participants ont souvent exprimé des questionnements plus proches de leur quotidien et dont la vulgarisation des scénarios ne parlait pas. Ainsi, les scénarios n'ont pas toujours joué le rôle attendu car leur construction globaliste a créé une distance entre cette vision technique et la réalité

des participants. Ces scénarios ont cependant pu faire émerger des discussions et des idées sur base des thèmes qu'ils abordaient, mais celles-ci étaient parfois plus liées aux thèmes évoqués qu'aux scénarios-mêmes.

En conclusion, ces scénarios n'ont pas pleinement joué leur rôle au sein des différents ateliers, à cause d'un décalage entre les préoccupations et questionnement des participants, et les éléments présents dans les scénarios. Si les données des ateliers peuvent donc être liées aux scénarios, elles ont été récoltées au travers d'activités qui se détournent parfois de ces trois visions de 2050, afin de libérer la parole et de laisser les participants s'exprimer.

3.2. RÉSULTATS DES ATELIERS AVEC LES ENFANTS

Ce point aborde les résultats des ateliers à destination des enfants, à savoir, ceux réalisés avec les AMO, ceux réalisés avec le RWLP à la MJ de Florennes et à l'Ecole Bonne Nouvelle de Liège. Concernant les ateliers réalisés avec les AMO, les résultats ont été regroupés pour faciliter la visibilité de ceux-ci et ainsi fluidifier la lecture.

Les ateliers avec les AMO :

Pour **la première activité autour de la représentation de 2024** pour les enfants, plusieurs thèmes ont émergé des ateliers et ont été regroupés en 4 catégories et alimentés par le discours des enfants.

L'argent et les difficultés financières : pour les enfants, « [...] *le monde est bien plus cher qu'avant* », « *plein de trucs coûtent ultra chers [...] les gens pauvres [...] sont un peu dans le caca* » et qu'« *en 2024, on est en crise économique et que sans argent on n'est rien.* » ou encore « *maintenant, il y a de plus en plus de personnes qui sont à la rue parce que [...] le monde devient très cher. Et du coup, beaucoup de personnes n'arrivent pas à payer [et] ils se retrouvent à la rue.* »

La météo : selon eux, « *elle va un peu en zigzag. Pour l'instant, on est en hiver et il fait chaud mais ce n'est pas normal [...] mais ça m'inquiète un petit peu parce que normalement en hiver, il devrait faire froid.* »

La pollution : « *En 2024, il y a trop de pollution avec le plastique* », « *il y en a beaucoup qui ne font pas attention et qu'il y a des poubelles [...] un peu partout et qui jettent leurs déchets par terre, c'est pire qu'avant.* »

La guerre : « [...] *il y a des guerres, par exemple en Palestine, il y en a beaucoup qui manquent de maison.* », « *il y a beaucoup de guerre et [...] je trouve ça pas bien, ça me fait trop de la peine pour les enfants. Ils perdent leur famille [...] leur maison. Il y a des femmes [...] enceintes [qui] perdent leur bébé ou [qui] meurent.* »

Ensuite, **la deuxième activité** était, pour rappel, **la tempête d'idée** où les enfants identifiaient une injustice ou une inégalité et l'exercice consistait à trouver une solution ou une idée pour atténuer cette injustice/inégalité. Les thèmes ont été regroupés en 9 catégories et alimentés avec le discours des enfants.

Le coût de la vie : pour beaucoup d'enfants, « *aujourd'hui, la vie est de plus en plus chère, depuis qu'il y a toutes les guerres, donc depuis maintenant un bon bout de temps* ». Ils sont conscients de l'augmentation du coût de la vie et l'expriment par des éléments qui les touchent le plus, à savoir, l'alimentation : « *le prix de la nourriture est trop élevé pour une chose qui est censée être vitale* ». Les enfants soulignent aussi les événements récents de grèves : « *avec tout ce qu'il se passe, les agriculteurs qui font grève [...] parce qu'ils ne gagnent pas leur vie [...] à cause de ça, on a presque plus de quoi manger.* » Pour eux, il faut notamment aider les agriculteurs car « *c'est eux qui [font] quand même [...] les fruits et légumes. Et aujourd'hui, ils sont dans une période de colère.* »

Les difficultés financières : les enfants considèrent que certaines classes sociales n'ont pas assez de soutien « *je trouve qu'on n'aide pas assez les familles qui sont dans le besoin, les personnes qui sont sans-abris et les personnes qui arrivent en Belgique* » et expriment des idées de solutions à mettre en place : « *diminuer le coût des projets comme la construction de nouveaux centres commerciaux et investir à la place dans les aides financières pour les personnes en précarité. Il faudrait investir dans des maisons et des appartements, surtout en hiver, et répartir financièrement des emplois et des logements abordables* ». De plus, ils ont conscience de l'injustice entre les classes sociales : « *Les riches ont des avantages et ce n'est pas juste, c'est vrai que les riches devraient donner de l'argent à une association pour les pauvres.* »

L'emploi : la revalorisation des métiers manuels, issus des filières techniques et professionnelles a été abordée en ces termes : « *les travaux manuels [ne sont] pas assez payés* » et quelques solutions ont émergé : l'idée est que « *l'Etat donne des primes pour les personnes qui travaillent dans les [métiers] manuels, qu'on privilégie les personnes [travaillant dans des métiers] manuels car elles donnent des ressources, qu'il faut mieux les payer parce qu'ils ont plus de mal [en termes de conditions de travail difficiles].* »

Les transports : les enfants remarquent que le coût des transports en commun est de plus en plus élevé « *les transports en commun, ça commence à devenir plus cher* » et que cela impacte le budget du ménage « *moi perso, ma mère pour mon abonnement elle paye un peu plus cher* », mais ils sont également impactés par la fiabilité de l'offre des transports et en comprennent les conséquences : « *Par exemple, pour le travail, s'il y a des grèves de bus et tout ça, on ne saurait pas y aller* ». D'autres enfants n'ont pas la possibilité de se rendre à l'école lors de grèves : « *c'était un peu compliqué parce qu'on a dû se dire soit tu restes à la maison, soit tu vas à l'école. Mais bon, on n'a pas le choix de prendre le risque de rester chez toi [...] mais après ça va pas non plus, on rate des heures de cours [...] et forcément, c'est un peu plus compliqué pour rattraper le retard* ».

La santé mentale : les enfants expriment la détérioration de la santé mentale chez les gens « *la santé mentale des gens est de pire en pire, si l'Etat ne s'améliore pas, les gens vont tous partir dans le mal* » et plus précisément chez les jeunes « *il y a trop de pression, les jeunes souffrent à cause de la pression scolaire* » mais également « *les étudiants subissent une énorme surcharge mentale et émotionnelle* ». Les enfants sont conscients qu'il y a « *de plus en plus de professionnels de la santé dans ce domaine* » mais « *qu'ils ne sont pas tous accessibles [financièrement].* » Ils proposent alors des solutions comme « *la gratuité de ces services très importants* » et que « *c'est un sujet dont on devrait parler plus* » « *parce qu'on en attend beaucoup des jeunes et que c'est l'avenir* ».

La discrimination : les enfants expriment des inquiétudes par rapport au harcèlement et aux discriminations de plus en plus présents, et par rapport aux conséquences que cela peut avoir sur la vie des citoyens : « *dans beaucoup d'école, on ne peut pas porter le foulard et je trouve que ça crée de l'insécurité, on peut être refusé dans des emplois ou dans des écoles à cause de ça.* » De plus, la question de l'égalité homme-femme émerge dans les discours : « *mes inquiétudes pour 2050, c'est que les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes droits. [...] les femmes doivent être égales aux hommes. Il faut vérifier que tout le monde soit payé pareil. [...] Les prochains hommes et femmes politiques devraient réagir et ajouter ça dans leur campagne électorale.* » Pour certains enfants, il faut « *faire changer les avis aux différentes personnes et leurs mentalités, leur faire comprendre qu'on est tous égaux et qu'il ne faudrait pas avoir d'inégalités* » mais pour d'autres « *malheureusement [...] changer la mentalité des gens entièrement n'est pas possible. Certains aménagements devraient être mis en place surtout pour faire comprendre [...] donc inciter les gens à la compréhension par des programmes scolaires, animations ou autre.* »

La pollution : les enfants expriment des craintes quant aux conséquences du réchauffement climatique « *j'espère qu'il n'y aura pas d'inondation, qu'il n'y aura personne qui va mourir* », « *il ne faut pas tuer les arbres parce que c'est grâce à eux qu'on a [de l'oxygène].* » et émettent des pistes de solutions : « *des idées pour le climat, du covoiturage peut-être, c'est peut-être rien mais si tout le monde le fait...* » ou encore « *[...] faire des emballages ou des bouteilles recyclables.* »

La guerre : les enfants font part de leurs préoccupations concernant les guerres, notamment en termes de conséquences sur les enfants « *ne pas mettre la faute sur les enfants, ne pas les impliquer [et] faire la guerre juste entre soldats* ». Ils estiment également que la Belgique devrait intervenir dans des négociations pour mettre fin aux guerres.

Les personnes âgées : les enfants montrent une certaine empathie envers les personnes âgées et leurs situations difficiles : « *ce qui me fait peur en 2050, c'est que le gouvernement ne prête plus attention aux personnes âgées, [qu'il n'y ait] plus de retraite, ...* » et « *que c'est vraiment celles qui sont le plus souvent oubliées et qu'on ne prend pas assez de temps pour [elles]* ». Une solution serait de « *proposer que les frais médicaux soient gratuits pour eux, que les éducateurs prêtent plus d'attention envers eux.* »

Pour rappel, voyant la dynamique de groupe dans l'atelier d'une des AMO, et le peu de motivation pour l'activité « tempête d'idée », une **autre alternative** a été proposée aux enfants. Le principe était de leur donner un thème, et ils devaient trouver des solutions pour améliorer les conditions de ce thème. Pour chaque thème, seules les idées pertinentes, en lien avec le sujet étudié, ont été retenues. Il est à noter que, pour cette activité spécifique, il n'y a pas de discours étayant l'avis des enfants.

L'école :

- Limiter le nombre d'élèves dans les écoles ;
- Veiller à la qualité du corps enseignant (ex. : mieux former les professeur.es, sanctionner les professeurs discriminants) ;
- Permettre plus de choix de manière générale à l'école (ex. : variété des options, plus de pratique, variété des choix dans les cours de sport, variété des aliments sains pour la santé et appétissants) ;
- Augmenter le budget des écoles (ex. : permettre plus de voyages scolaires, mettre plus de poubelles dans les écoles, etc.) ;
- Développer de meilleures infrastructures (ex. : changer les toilettes, les chaises et les bancs pour améliorer la confortabilité et l'adaptabilité et améliorer le matériel fourni).

Le coût de la vie :

- Développer le commerce et la culture à domicile (ex. : récolter nos fruits et légumes dans notre potager, acheter chez les petits producteurs, relocaliser la production, etc.) ;
- Développer le commerce en seconde main et le rendre attrayant
- Baisser les prix de manière générale (ex. : les carburants, le coût des transports en commun, la nourriture, etc.) ;
- Développer des aides sociales (ex. : aide de l'Etat, allocations pour les mères au foyer, etc.) ;
- Faire des économies (ex. : individuelles et publiques, boire l'eau du robinet, moins consommer, etc.) ;
- Développer l'emploi (ex. : développer les filières de l'agriculture à l'école, donner plus de travail pour que les gens aient un salaire et aient des moyens, etc.) ;
- Développer des alternatives énergétiques (ex. : placement de panneaux solaires, développement de la mobilité douce, etc.).

La pollution :

- Développer des solutions individuelles (ex. : éteindre la lumière quand on quitte une pièce, inciter les citoyens à faire des potagers, arrêter de jeter du plastique par la fenêtre, etc.) ;
- Développer une mobilité douce (ex. : arrêter les vols d'avions, utiliser moins la voiture, se déplacer à pied ou à vélo, encourager à prendre le train etc.) ;
- Diminuer la consommation (ex. : arrêter la production de plastique, ne plus consommer d'énergies fossiles, créer moins d'aluminium, faire ses produits (lessives, douches etc.) soi-même, développer les échanges de seconde main, etc.) ;
- Développer une meilleure gestion de l'énergie (ex. : créer plus d'éolienne, éteindre les vitrines de magasins la nuit, organiser une journée sans électricité, développer des toilettes sèches, etc.) ;
- Développer la sensibilisation (ex. : créer plus de camps scouts, développer l'école de la forêt, faire des efforts sur soi-même, ramasser les déchets que l'on trouve par terre, élever nos propres animaux, etc.).

Enfin, **la troisième activité** était, pour rappel, **les entretiens individuels**. Comme pour les autres activités, les thèmes ont été regroupés par catégories et étayés par le discours des enfants.

Enseignement et éducation : les enfants comprennent que l'école est importante pour l'avenir : « *je pense que les études c'est très important* », et imaginent qu'en 2050, tout le monde y aura accès « *l'école, tout le monde puisse y aller, c'est gratuit.* » Globalement, les enfants veulent une éducation de qualité pour que l'apprentissage se fasse dans de bonnes conditions « *voir dans le monde [...] que ça avance aussi pour apprendre aux enfants plus tard et [...] d'avancer [dans] les meilleures conditions.* » Pour d'autres enfants, l'état du système scolaire est problématique et pourrait ne pas s'améliorer d'ici 2050 « *déjà pour l'école qu'on a [...] maintenant, ça va être compliqué. Surtout que plus tard, ça va peut-être être pire.* » Certains enfants expriment l'importance de pouvoir réfléchir à son futur métier dès le début du secondaire.

Discriminations : globalement, les enfants espèrent qu'en 2050, les mentalités auront changé « *j'imagine 2050 où le monde, il n'y aura plus de racisme, plus d'homophobie, plus de trucs désagréables envers les autres* » Pour d'autres, la situation ne s'améliorera pas « [en 2050, ce sera] *encore pire.* [...] *j'ai peur que la discrimination augmente encore plus.* » Certains estiment que le gouvernement doit mettre en place des mesures pour lutter contre les discriminations « *on sait qu'on ne pourra pas changer les mentalités de tout le monde mais peut-être améliorer ça [...] que ce soit plus accessible pour les différentes personnes [...] Pour arriver à ça, il faudrait que le gouvernement ou les politiques mettent en place des [...] lois.* »

Stratification sociale : les enfants expriment la crainte que l'écart entre les classes sociales s'aggrave « *maintenant, on a trois classes sociales et que plus tard il [en] restera deux. Il n'y aura pas la classe du milieu, il y aura soit des pauvres, soit des riches. La classe du milieu n'existera plus* », « *c'est dire que [certaines personnes] auront plein d'argent, plus que maintenant [et ceux qui ne sont pas riches], ils vont habiter dans la rue et ils vont essayer de faire de leur mieux, mais ils n'y arriveront pas trop à s'en sortir.* »

Avenir professionnel : les métiers mis en avant par les enfants montrent que certains ont une idée précise de l'emploi qu'ils veulent exercer dans l'avenir : « *mon futur métier, ça sera criminologue* », « *mon métier, ce serait horticulteur* », « *moi personnellement, je veux être expert-comptable* » et « *mon métier, je l'imagine en train d'être sur un chantier.* » Mais le plus important pour les enfants est que leur futur métier doit être « *un travail épanouissant, cool* », pour eux, « *c'est important d'avoir un métier épanouissant* », « *et aussi bien s'amuser, d'aimer ce qu'on fait, c'est important aussi.* » Cependant, ils veulent un métier lucratif « *un travail où je peux bien gagner ma vie* », « *un beau métier, un*

bon métier [...] qui rapporte quand même assez pour ne pas être en galère », même s'ils doivent travailler beaucoup pour arriver à cet objectif « *forcément, un travail à temps plein acharné* », « *je bosserai beaucoup pour avoir de l'argent.* »

Emploi : pour les enfants, 2050 s'annonce complexe en termes d'emploi et de revenus « *moi je le vois, en 2050, le travail sera beaucoup plus compliqué [...] au niveau salaire* », « *j'ai l'impression que [...] ce sera beaucoup plus dur niveau emploi [...] je ne pense pas que ce sera facile d'accéder à un bon salaire.* » Dans leurs projections concernant l'avenir, les enfants évoquent également le chômage « *je trouve aussi que le chômage va peut-être augmenter [en 2050].* » Aujourd'hui, ils posent une réflexion complexe autour de cette problématique « *travailler, c'est avoir de la chance* », « *quand mon père touche son salaire, on lui retire presque 30% de son salaire pour le donner aux chômeurs [...] et moi, je connais des chômeurs qui ne font rien et qui sont quand même au chômage, et ça m'énerve.* » Les enfants expriment également la pénibilité liée à certains emplois « *il y a des gens qui ne prennent pas de congés sur toute l'année, ils travaillent sept jours sur sept, 24h sur 24, tout le temps et ils ont des vies de merde* », « *ceux qui travaillent dans les hôpitaux, ils sont un peu trop exploités, ils font beaucoup trop d'heures pour un salaire peut-être un peu maigre.* » Enfin, certains enfants posent une réflexion sur l'utilité sociale du travail « *Gagner plus, ça veut dire gagner dignement, pour aider les personnes pauvres, pour mieux manger, pour payer plus facilement son diesel, son chauffage, son électricité.* » En lien avec la technologie, certains enfants pensent que « *certain métiers [...] pourraient être remplacé par les I.A.* »

Coût de la vie : les enfants sont divisés sur l'évolution du coût de la vie en 2050, pour certains « *[ils] imagine[nt] ce monde, déjà que les prix soient moins chers [...] et que les agriculteurs récupèrent leur prix qu'ils avaient avant pour ne plus avoir du mal pour payer.* » Pour d'autres, « *[ils] imagine[nt] le monde avec [...] une augmentation des prix [...]. Il y aura une augmentation des prix parce qu'il y aura une guerre.* » Aujourd'hui, les enfants se rendent compte que la vie coûte chère et que certains en souffrent « *les enfants pauvres vont à l'école, des fois ils n'ont peut-être rien dans leur boîte à tartines.* » Les enfants sont conscients de l'évolution du prix de la nourriture « *à l'avenir, j'imagine qu'on va manger des choses qui ne sont pas très bonnes pour la santé parce que les choses bonnes pour la santé coûteront beaucoup trop cher* » et certains enfants se disent être en colère contre le gaspillage de nourriture. En effet, selon eux, beaucoup d'individus dans le besoin en manquent.

Vie de famille : la plupart des enfants désirent une vie de famille assez traditionnelle, avec un ou deux enfants, un homme ou une femme, être marié.es « *en 2050, j'aimerais bien avoir une famille, avoir deux enfants* », « *en 2050, je me vois peut-être mariée* », « *moi, je me verrais bien une famille, dans une maison, avec des enfants et un mari* » et « *en 2050, je serais peut-être père de famille, avoir une femme qui m'aime, avoir un enfant ou deux, avoir une famille aimante et chaleureuse.* » Globalement, les enfants souhaiteraient posséder des biens de haute qualité « *je serai riche, j'aurai une villa* », « *j'aurai une belle maison, beaucoup d'argent, j'espère* » et « *je serai médecin et heureuse avec ma propre maison* », « *une voiture, une Porsche.* »

Pollution : Globalement, les enfants ont des craintes par rapport à l'avenir « *ça m'angoisse et après, nous, on va avoir une mauvaise vie [...] parce que les gens n'auraient pas fait attention à ce qu'ils font* », « *moi je pense qu'il faut faire gaffe à la pollution aujourd'hui, parce que si, en 2050, il y [en] a encore, ça va être pire* » mais ils ont tout de même de l'espoir quant à une évolution positive « *je crois bien que ça va changer* », « *en 2050, j'imagine que le monde sera plus joli [...] il n'y aura pas de pollution* », « *moi, j'espère vivre dans un monde où il n'y a plus de pollution [...] Un monde vert [où] on recycle tout le temps.* » Les enfants émettent quelques solutions originales afin de lutter contre la pollution, comme arrêter la production de plastique et remplacer celui-ci par des alternatives en bois ou en métal, installer plus de dispositifs de tri dans les rues et ailleurs, développer la mobilité douce, etc.

Climat : Le climat est un thème qui intéresse et interpelle les enfants « *il y a déjà énormément de jeunes qui sont intéressés par le climat et qui veulent faire évoluer les choses. Donc je pense que plus tard, des politiciens de notre âge qui voudront le devenir [...] régleront ces problèmes-là* [liés au climat]. » Mais ce sujet suscite également l'inquiétude « *le réchauffement climatique, c'est un truc qui me fait très peur et déjà en 2024 et dans les années avant, il y avait beaucoup de températures hautement chaudes* », « *si en 2024 et en 2023, il y a déjà des températures comme ça, en 2050, ça sera pire. Par rapport à ça, j'ai très peur de la suite.* » Globalement, les enfants estiment qu'il est temps d'agir.

L'atelier « MJ de Florennes » du RWLP :

Au sein de la MJ de Florennes, **la première activité** demandait aux jeunes **d'identifier des inégalités et des injustices** auxquelles ils étaient confrontés directement ou indirectement. Les jeunes ont alors identifié les éléments suivants avec, parfois, quelques explications :

- La différence de salaire homme/femme ;
- L'intégration des personnes en situation de handicap ;
- Le sexisme ;
- Le racisme ;
- Le féminisme ;
- L'absence de consentement ;
- Les inégalités de traitement notamment dues au salaire, à la classe sociale mais également en fonction de la tenue vestimentaire ;
- Les différences qui créent du harcèlement en fonction de la situation, de l'emploi, de l'accent, de l'hygiène ou de la sexualité ;
- L'accès à l'instruction en lien avec la classe sociale, le coût des écoles qui varient et l'opposition entre les systèmes privés et publics.

Pour les jeunes, certaines écoles sont élitistes avec des différences en matière de qualité de l'éducation par rapport aux autres écoles mais également en termes de matériel disponible « *plus il y a du budget, plus le matériel est qualitatif.* » Aussi, certaines jeunes soulignent l'existence de ségrégation scolaire notamment en lien avec les classes DASPA¹⁴ où les élèves des classes « normales » ne se mélangent pas avec les classes DASPA, et ces premiers développent alors des a priori par rapport à ces derniers.

- L'accès à une alimentation saine et aux biens de première nécessité qui se révèle être trop coûteux : « *On mange moins sainement que les gens qui ont de l'argent* » ;
- L'accès aux voyages ou aux vacances : « *Pour certains, c'est un luxe* » ;
- L'accès (difficile) au logement.

Pour les jeunes, les personnes au chômage ou au CPAS ont plus de difficultés d'accès à un logement car elles sont victimes de stigmatisation et de discrimination. Selon eux, le nombre d'enfants est également un frein, en avoir trop ou pas assez peu engendrer le refus des propriétaires. De plus, ils soulignent également que, dans les logements publics, la liste d'attente pour en obtenir un est souvent beaucoup trop longue.

¹⁴ « Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés, est une structure d'enseignement, au sein d'un établissement scolaire, visant l'accueil, la scolarisation et l'intégration des élèves primo-arrivants et assimilés aux primo-arrivants dans l'enseignement ordinaire, à partir de la troisième année de l'enseignement maternel [...] Un DASPA est une étape de scolarisation intermédiaire [...] pendant laquelle l'élève bénéficie d'un enseignement intensif du français et de cours relatifs aux sciences humaines, aux mathématiques, aux sciences et à la philosophie et à la citoyenneté. » Source : <http://enseignement.be/index.php?page=23677&navi=117#daspa-fla>

- L'emploi difficile d'accès pour les personnes n'ayant pas de diplôme ou pour les personnes en situation de handicap mais également l'existence de discrimination par exemple lorsqu'une personne a un accent.
- La différence d'ayant droit en fonction du pays de naissance (ex. : être né en Belgique ou à l'étranger).
- Les différences de traitement en termes d'images.

« Par exemple, on dit « un type » pour un homme blanc mais on dit « un black » pour un homme noir ou « un chinois » pour un homme asiatique... »

La deuxième activité était de se concentrer sur une inégalité ou une injustice et d'éventuellement émettre des pistes de solutions. Neuf inégalités et/ou injustices ont été identifiées et discutées par les jeunes.

L'intégration des personnes en situation de handicap : en fonction du degré de handicap, les jeunes pensent qu'il faut développer davantage les infrastructures nécessaires. De plus, il faut faciliter l'accès à l'emploi et aux revenus des personnes en situation de handicap. Enfin, les jeunes estiment qu'il est important de valoriser et de faciliter l'accès à l'handisport.

La ségrégation culturelle : selon les jeunes, il faut une réelle justice luttant contre la ségrégation culturelle. A l'école, des programmes de sensibilisation doivent être mis en place mais également étendus dans les familles et éduquer sur la question dès le plus jeune âge. Ils estiment également qu'il faut mieux anticiper en matière d'intégration pour éviter les situations critiques amenant au rejet à répétition, à la séparation des classes (ex. : DASPA) et ainsi lutter contre les différences culturelles afin d'empêcher l'accumulation des problèmes. Enfin, les jeunes pensent qu'il est également important de renforcer les critères et les évaluations en termes d'emploi et de logement pour lutter contre les discriminations liées à la culture.

Le fait d'être défini par son salaire : les jeunes soulignent l'injustice d'interdire un logement sur base du salaire mais également d'interdire l'accès à certains magasins en raison du style vestimentaire, de l'image dégagee. Pour eux, l'image dégagee est très importante dans notre société : « *Si Christian Grey vivait dans une caravane, il ne serait plus aussi attirant* ». Ils parlent d'une sorte de culte de la beauté et de la richesse.

Le harcèlement (physique, scolaire et cyber) : pour les jeunes, le harcèlement touche les plus faibles, qui ne savent pas se défendre, ceux qui n'ont pas les moyens ou qui sont différents, physiquement, vestimentairement ou encore par les comportements.

La différence de richesse entre les familles : les jeunes mettent en évidence la différence en matière de richesse dans les familles mêmes celles les plus riches, il existe alors une inégalité inter-familiale : « *on est toujours le pauvre de quelqu'un d'autre.* »

La distinction entre les classes sociales : pour les jeunes, cette distinction existe dans la vie de tous les jours, à l'école, dans les activités, etc., et beaucoup d'individus sont jugés par rapport à ce qu'ils n'ont pas, par les choses qui prouvent et traduisent la pauvreté (ex. : moquerie des autres à cause du prix des vêtements, pression de la mode, des dernières sorties, etc.). Ceci pousse alors les individus à la consommation de choses qui ne sont pas toujours forcément utiles.

La pression à la consommation ; les jeunes estiment que les individus consomment pour se rassurer, pour suivre la tendance et s'entourent de choses inutiles pour éviter le jugement et la pression de la société : « *on en vient à se ruiner pour éviter le jugement.* »

Les amalgames : pour certains, l'erreur d'une personne peut engendrer une punition pour tout un groupe, celle-ci est alors étiquetée par tout le monde et provoque le rejet.

L'inclusion scolaire : pour certains jeunes, les injustices commencent à l'école tandis que d'autres reproduisent les schémas de pensées de la sphère familiale. Ces schémas sortent ensuite de la sphère familiale pour intégrer le cadre scolaire. Selon eux, pour lutter contre ça, il faut être confronté à la vie pour développer son libre arbitre. De plus, le coût de l'école et des activités extra-scolaires, souvent trop élevé, enferme les enfants dans leurs familles, ce qui développe ensuite les différences sociales.

La troisième activité était l'explication par **thèmes des scénarios** et les jeunes devaient y réagir et apporter des réflexions.

Pour le premier scénario, les jeunes estiment qu'il est dystopique mais qu'enlever systématiquement les enfants des familles pauvres créerait un « effet Hunger Game ». Ils pensent également qu'il sera très difficile de s'en sortir si tout le monde ne peut trouver du travail. Enfin, ils se questionnent sur les solutions inexistantes pour les personnes âgées qui ne peuvent plus s'occuper d'elles-mêmes dans ce scénario.

Concernant le deuxième scénario, les jeunes estiment qu'aider les familles qui ont des enfants est quelque chose de positif mais soulignent que tout le monde ne veut pas avoir d'enfants. Ils se demandent si ce scénario ne pousse pas alors les individus à faire des enfants, engendrant une surpopulation. Ils se questionnent également sur ce qu'il en est des personnes âgées sans famille,

Enfin, le troisième scénario est estimé trop utopiste, pas réaliste pour les jeunes. Dans ce scénario, ils estiment qu'il y aura une augmentation de la définition par le salaire, qu'il y aura une différence entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas malgré l'existence de l'allocation universelle.

De manière générale, les jeunes se demandent où sont les personnes considérées comme « *un poids pour la société, les personnes en situation de handicap, les personnes qui n'entrent pas dans le moule ?* »

Enfin, la dernière activité demandait aux jeunes **d'identifier quel scénario réduirait ou supprimerait les inégalités** précédemment identifiées.

Dans le premier scénario, les jeunes n'ont identifié aucune injustices ou inégalités pouvant disparaître, au contraire.

Selon les jeunes, les deuxième et troisième scénarios pourraient réduire ou supprimer les inégalités/injustices suivantes :

- **Le harcèlement lié aux différences** grâce à moins de distinction entre les classes sociales et moins d'inégalités ;
- **La pression sociale**. Pour les jeunes, dans le deuxième scénario, l'Etat ayant investi dans les citoyens, les jeunes se demandent si ces derniers ne risqueraient pas d'être jugés par rapport à leur « rentabilité ». Concernant le troisième scénario, les jeunes remarquent que si les citoyens sont libres de travailler plus pour gagner plus, alors le risque d'une pression sociale sur la richesse sera toujours existant ;
- **Les inégalités scolaires** étant donné qu'il y aura plus d'inclusion ;
- **Les différences de richesse dans les familles ;**
- **L'intégration des personnes en situation de handicap** mais les jeunes se questionnent par rapport au troisième scénario. En effet, dans celui-ci, les personnes en situation de handicap ne seront-elles pas considérées comme une charge pour la société ?

Dans le deuxième scénario, seul le fait d'être défini par son salaire pourrait ne plus exister.

Enfin, le troisième scénario aurait un effet sur les inégalités/injustices suivantes :

- **Les amalgames** : tout le monde est plus semblable ;
- **La différence de salaire entre homme et femme** étant donné l'existence du revenu universel pour tout le monde, il n'y aurait alors plus de distinction entre les genres ;
- **La distinction entre les classes sociales** : celles-ci n'existeraient plus ;
- **La ségrégation culturelle** : il existerait une réduction des inégalités grâce à l'enseignement et l'éducation.

Cependant, les jeunes se questionnent sur le troisième scénario. En effet, celui-ci « offre » moins de choix à la population, est-ce qu'il n'imposerait pas une obligation de vivre d'une certaine manière ?

L'atelier « Ecole Bonne Nouvelle » du RWLP :

La première activité avait pour objectif de discuter de la **notion d'injustice** et d'évoquer des situations considérées comme injustes. Les enfants ont ainsi cité : « *quand on ne traite pas quelqu'un de la même manière qu'on le devrait* », « *le racisme* » ou encore « *la couleur de la peau, la couleur des yeux, les habits si ce n'est pas de la marque* ».

À la suite de cette première activité, les enfants étaient invités à choisir une image représentant une situation et à la classer dans les catégories « juste » ou « injuste ». Concernant la catégorie « *injuste* », les enfants ont placé les situations suivantes :

- Une personne à la rue : « *On ne devrait pas laisser des personnes dehors, sans maison* » ;
- La guerre : « *Il y en a qui n'ont rien demandé et ils sont inclus dans la guerre* » ;
- Des enfants qui se moquent tous ensemble d'un autre enfant : « *C'est du harcèlement.* » ;
- Un garçon qui ne peut pas jouer au foot ;
- Une femme qui crie sur un enfant ;
- Un enfant qui est seul dans la cour.

Concernant la catégorie « *juste* », les enfants ont cité les situations suivantes :

- Des amis qui parlent, qui rigolent et qui font leur vie ;
- Une infirmière qui soigne un enfant : « *C'est juste parce que tous les enfants ont le droit d'être soignés* » ;
- Tous les enfants ont le droit d'être heureux ;
- Un enfant qui rit ;
- Une mère qui fait les devoirs avec sa fille ;
- Une ambulance : « *Tout le monde a le droit d'avoir des soins* ».

Notons que « un enfant qui est puni », les enfants estiment que cette situation peut être vue comme juste et injuste.

Pour poursuivre, la **deuxième activité**, les enfants ont été invités à dessiner en sous-groupe une **situation inégalitaire**, puis à s'exprimer à ce propos.

La première inégalité citée correspond au fait que « *les filles et les garçons soient séparés* » dans les cours de récré, en prison ou dans les clubs de foot. Suite à une question de l'animateur sur les inégalités hommes-femmes, les enfants déclarent aussi qu'« *il y a certains métiers que les filles ne peuvent pas faire. Les garçons peuvent faire les métiers là où il y a le plus d'argent. Les filles doivent être sages* ».

La seconde inégalité citée est « *la solitude dans la cour et le foot pour les garçons* ». Les enfants ont dessiné une fille qui ne peut pas jouer au foot pour mettre en évidence l'exclusion mais également les différences de genre dans l'accès au sport.

La troisième inégalité citée est « *le harcèlement. Une personne qui harcèle* ». Les enfants ont dessiné trois personnes qui harcèlent une autre personne. Les enfants évoquent le rôle de la différence, des moqueries et de la répétition.

La quatrième et dernière inégalité dessinée correspond aux personnes à la rue. « *SDF, c'est injuste. Ça ne se fait pas. Il y a des SDF qui n'ont pas accès aux soins, qui se font maltraiter par d'autres personnes qui ont de l'argent* ». Les enfants expriment l'injustice de voir certaines personnes qui ont de l'argent mais ne veulent pas aider les personnes dans le besoin.

Sur base de ces inégalités, les animateurs du RWLP ouvrent la discussion sur les injustices autour de divers thèmes, afin d'approfondir les idées des enfants.

Personnes à la rue : les enfants estiment que « *ceux qui ont de l'argent, c'est ceux qui ont travaillé. Y en a qui gagne de l'argent, mais c'est de l'argent sale.* » « *Ce n'est pas juste mais c'est un peu de leur faute s'ils sont à la rue. S'ils avaient été travailler, ils auraient de l'argent. Ils auraient gagné leur vie et tout.* » Cependant, d'autres tempèrent ce discours et estiment qu'il est parfois plus difficile de trouver de l'emploi quand on est à la rue : « *quand tu es à la rue, souvent ils ne vont pas te prendre pour travailler* ».

Aides de l'état : à la suite d'une question sur les personnes perdant leur travail, les enfants ont été invités à discuter des solutions pour aider ces personnes. Les enfants estiment ainsi que « *c'est de la faute de l'entreprise* ». Cependant, ils mettent en avant la présence des aides de l'Etat dans ce cas : « *L'Etat donne un peu d'argent, pour qu'ils puissent acheter une maison, de la nourriture, pour louer un appartement, ...* »

Enfin, **la dernière activité** correspondait à la discussion autour de la ligne du temps jusqu'en 2050. Les animateurs posaient diverses questions liées au futur et à la vision des enfants de leur propre futur d'ici 2050.

Avenir professionnel : les enfants évoquent leurs envies de futur et les raisons de ces choix « *être joueur de foot* », « *être architecte* » « *être mécanicien* (parce que son père a un garage) ». Cependant, ils sont conscients de certaines différences de professions : « *un architecte, ça gagne beaucoup mieux qu'un mécanicien* ».

Emploi : concernant le travail, les enfants estiment que « *travailler, c'est aussi pour notre problème. Si je n'ai pas de problème d'argent, la flemme* ». À la suite d'une question de l'institutrice, ils expriment qu'un travail peut apporter plus que de l'argent : « *de la connaissance, du plaisir, de la distraction, de l'envie de travailler. Tu ne t'ennuies pas.* ».

Réduction des inégalités : pour améliorer la situation d'ici 2050, les enfants évoquent le fait de « *donner de l'argent à tout le monde* », spécifiquement en allant le demander auprès de grandes fortunes (Elon Musk, Bernard Arnault). Les enfants proposent que « *toutes les personnes les plus riches du monde mettent de l'argent quelque part... dans l'Etat. Et c'est l'Etat qui donne de l'argent aux pauvres.* »

Synthèse des réflexions spécifiques aux enfants :

Ce point aborde uniquement les thèmes évoqués par les enfants et ne se retrouvant pas dans le discours des adultes. De plus, il est important de noter que le discours des enfants est empreint d'une dualité entre deux idées principales. En effet, si les enfants sont conscients de l'état du monde et de ses nombreux problèmes, un grand nombre évoque l'espoir d'un changement et des améliorations à l'avenir. Sur les différents sujets abordés, les enfants évoquent donc les problèmes dont ils sont témoins et l'espoir de changements et la croyance en un monde meilleur.

Le premier thème spécifique aux enfants est celui de **l'environnement**¹⁵. Les différents groupes de jeunes expriment notamment des craintes liées au réchauffement climatique, basées sur l'état actuel du monde, en particulier l'augmentation de la température globale qui, selon eux, va se poursuivre dans les décennies à venir. Le sentiment partagé par un grand nombre est qu'il est temps d'agir pour résoudre les problèmes liés au réchauffement climatique. De plus, les enfants mettent en évidence la présence toujours plus forte de déchets dans l'espace public, liée à la négligence et la responsabilité individuelle des citoyens. Selon les enfants, cette pollution est notamment due à la surproduction de plastique, qui est l'un des facteurs aggravant du réchauffement climatique. Bien que ce thème soit majoritairement abordé par des enfants, un seul participant adulte souligne que le lien entre les enjeux climatiques et la pauvreté infantile ne semble pas compris par l'ensemble des citoyens (voir *infra*). En termes de solutions, les enfants évoquent à la fois des solutions individuelles (ex. : éteindre la lumière, se déplacer à pied ou à vélo, etc.) et des solutions systémiques (ex. : diminuer la production de plastique, améliorer la gestion de l'énergie, etc.). Si les enfants expriment une certaine inquiétude face à l'évolution du climat et à ses potentielles conséquences sur leur vie, ils montrent néanmoins une forme d'espoir vis-à-vis d'une amélioration de la situation. En effet, ils s'accordent sur l'importance de ce thème et estiment que leur génération apportera des solutions concrètes.

Le second thème évoqué par les enfants est celui de **la guerre**. Leur discours est axé sur deux catégories de considérations. Les premières considérations sont d'ordre individuel. Les enfants évoquent les citoyens qui perdent leur logement, les enfants indirectement impliqués ou encore les souffrances causées aux civils. Les secondes considérations sont d'ordre général. Ils évoquent notamment l'augmentation du coût de la vie en raison de différentes guerres. En termes de solutions, ils suggèrent une intervention de la Belgique dans les négociations internationales.

Enfin, **le genre** est le troisième thème abordé majoritairement par les enfants, et plus précisément, les différences qui existent entre les hommes et les femmes. Ces différences s'expriment dès le plus jeune âge, notamment à l'école et au niveau de l'accès aux loisirs. Par exemple, dans l'esprit des jeunes garçons, les jeunes filles ne peuvent pas jouer au football. Ils évoquent également les différences en termes de salaire et d'accès aux emplois à forte rémunération. En effet, les enfants estiment que les hommes ont une facilité d'accès aux fonctions dont le salaire est élevé. En termes de solutions, les enfants considèrent que les politiques doivent se saisir de la question du genre. Ils espèrent également que les discriminations liées au genre auront évolué positivement d'ici 2050.

3.3. RÉSULTATS DES DISPOSITIFS À DESTINATION DES ADULTES

Ce point aborde les résultats des ateliers à destination des adultes, tenus à l'AVIQ et au RWLP, et du sondage en ligne.

Pour rappel, l'atelier qui s'est tenu à l'AVIQ ne comportait que deux participants. Nous avons tout de même fait le choix de rapporter le résultat de ces discussions malgré le faible nombre de participants.

3.3.1. Résultats des ateliers

L'atelier de l'AVIQ :

Pour **la première activité**, à savoir « *le travail des scénarios* », où les participants devaient faire émerger les aspects positifs et négatifs des différents scénarios synthétisés, les résultats sont les suivants :

¹⁵ Ce thème comprend la pollution et le climat.

- Le premier scénario est considéré comme entièrement négatif par les participants. En effet, les éléments qui ressortent de ce premier scénario sont « *la privatisation et la disparition des aides sociales* », « *le placement des enfants dans de soi-disant meilleures institutions* », « *la primauté de la valeur argent par rapport aux autres valeurs* », « *la pauvreté est un crime* », « *la stigmatisation et la discrimination* », « *l'effacement de certaines classes sociales* » et enfin « *l'insignifiance des problèmes climatiques, aggravant la situation des populations pauvres* ». Un autre aspect important soulevé par les participants est « *le climat politique proche d'une dictature* », en lien avec la surveillance par les intelligences artificielles.
- Le deuxième scénario est considéré comme étant plus nuancé par les participants. S'ils ont évoqué en points positifs « *la suppression du statut cohabitant* », « *la qualité de l'emploi* » et « *la confiance envers les professionnels et les citoyens* », ils ont également soulevé des aspects négatifs comme « *la société parallèle pour les populations n'entrant pas dans les conditions pour obtenir des aides* », « *la primauté de la valeur argent* » et « *l'allocation universelle* ». D'autres aspects positifs, indirectement en lien avec notre sujet, ont également été soulevés comme « *l'urgence mondiale en matière de climat* » ainsi que « *la sanction de l'utilisation des énergies fossiles* » ainsi qu'un aspect négatif qui est « *la politique stricte en matière de territoire* ».
- Le troisième scénario est considéré comme étant globalement plus positif mais les participants y ont également identifié certains travers. En effet, « *la reconstruction du système social* », « *l'enseignement* », « *la prise en compte du coup des activités extra-scolaires* », « *l'accessibilité des services en lien avec les droits fondamentaux* » sont des éléments qui ont été soulevés de manière positive par les participants, tout comme « *le bien-être de chacun* », « *la consommation locale, seulement si tout le monde y a accès* », « *la revalorisation des filières techniques et professionnelles* », « *la participation citoyenne et la cogestion* » ainsi que « *la gestion publique-politique* ». Cependant, « *le positionnement de leader de l'Europe en termes d'avancées climatiques générant des dominés et des dominants* », « *la dichotomie entre les villes et les campagnes* », « *le questionnement du rôle de la famille face à l'autonomie des enfants* », « *la dévalorisation du rôle parental* » et « *la presque gratuité des services liés aux droits fondamentaux* » sont évoqués comme étant potentiellement vecteur de travers.

Le débat sur les scénarios a amené les participants à se questionner sur différentes thématiques : « qu'en est-il de la politique de l'enfance ? », « que veut dire « plus d'aides sociales » ? », « qu'en est-il de la situation des parents, leurs statuts, la cellule familiale, l'emploi, leur rôle dans l'éducation, leurs revenus ? ». De même, l'augmentation de la population dans les villes et une réflexion autour des enjeux climatiques par rapport à la pauvreté infantile ont émergé. En effet, « *le lien entre les enjeux climatiques, le réchauffement de la planète, avec la pauvreté infantile ne semble pas évident pour tous les citoyens. Tout le monde ne comprend pas que les questions climatiques ont (et auront) un impact direct sur la pauvreté des enfants* ».

Ensuite, **la deuxième activité**, « *grandes thématiques des scénarios* », qui, pour rappel, demandait aux participants d'identifier les grandes thématiques en lien avec la pauvreté infantile, a mis en évidence des thèmes ne se retrouvant pas dans les scénarios vulgarisés. Ces thèmes sont les suivants : « *le logement correct* », « *l'alimentation correcte* », « *la cellule familiale, qu'importe la composition de celle-ci* », « *les places d'accueil de qualité et obligatoire pour chaque enfant* », « *la reproduction sociale* », « *l'éducation permanente* », « *la prévention générale, en santé par exemple, la sensibilisation, l'information et la disponibilité de ces informations* », « *l'accès aux soins* » et « *l'accès dans la dignité* ».

La troisième activité, « *l'histoire* » demandait aux participants d'identifier quels éléments pouvaient rendre la vie d'un enfant idéale en 2050. Ils ont identifié cinq grands éléments, à savoir l'éducation, l'environnement familial, les infrastructures de vie, les soins de santé et le système de représentation.

- **L'éducation** : les participants ont évoqué une vision politique différente en termes de système scolaire qui soit moins basée sur les économies et plus concentrée sur l'inclusivité, la collaboration entre tous les acteurs (ex. : parents, enfants, enseignants) et les aspirations des enfants. De plus, ils ont mis en avant l'importance de l'enseignement des enfants en petits groupes, de l'éducation aux médias, de la formation continue des enseignants ainsi que de l'éducation permanente à tous niveaux (tant des enfants, adaptés à leur âge, que des parents).
- **L'environnement familial** : globalement, les participants ont évoqué l'importance d'un environnement familial bienveillant, ce qui implique que l'enfant peut apprendre de ses erreurs, développer son autonomie, qu'il est écouté et que son avis compte sans que celui-ci soit considéré comme étant un enfant-roi, et ce, peu importe la forme que prend le modèle familial.
- **Les infrastructures de vie** : les participants ont mentionné l'importance d'un logement de qualité et d'un accès à un espace extérieur et à des infrastructures de loisirs.
- **Les soins de santé** : les participants ont souligné l'importance d'une accessibilité aisée aux soins, tant financièrement que géographiquement, pour les enfants et les parents. Ils ont également mis en avant l'intérêt de la revalorisation de tous les métiers de 1^{ère} ligne, d'aides et de soins, et ce pas uniquement financièrement, mais également pour inciter l'emploi dans ces métiers et favoriser le respect des travailleurs par la population.
- **Le système de représentation** : les participants ont abordé la nécessité d'amener le changement de mentalité et de représentations au sein de la population, de développer une société basée sur la collaboration et l'évaluation des différentes mesures politiques (« *chaque parti politique critique les autres partis, les débats ne sont pas constructifs* »). Ils ont également souligné l'importance de l'articulation systémique des différents milieux de vie de l'enfant (ex. : école, sphère familiale, etc.), du développement de l'esprit critique de celui-ci afin qu'« *il puisse apprendre à recouper les informations, qu'il ne croit pas tout ce qu'il entend et tout ce qu'il voit* », et enfin de mettre l'accent sur la valeur « *temps* » et de « *prendre le temps pour soi, pour ses enfants, pour les autres. Nous sommes dans une société qui souligne l'importance de la valeur travail, or nous devons aller vers une société qui valorise le temps* ».

Enfin, la dernière activité était « *les priorités d'actions publiques* ». Pour rappel, les participants devaient identifier maximum 10 actions ou politiques publiques importantes à mettre en place dans le cadre de la lutte contre la pauvreté infantile pour ensuite les classer par ordre de priorité d'action sur une ligne du temps, allant de 2024 à 2050. En termes d'actions ou de politiques publiques, les participants ont identifié, du plus important au moins important :

- Des logements pour tous ;
- Des repas pour tous ;
- Une revalorisation des métiers de « contacts » - 1^{ère} ligne ;
- La participation des citoyens dans les décisions et les projets qui les concernent ;
- Le développement d'une politique de prévention ;
- Le développement d'une politique collaborative ;
- Un enseignement égalitaire ;
- Une lutte contre les coûts de l'énergie ;
- Le développement d'une société ouverte aux autres (versus aut centrée) ;
- Un accès aux soins, à l'enseignement, à des activités extra-scolaires ;

- Le développement d'une éducation permanente ;
- Le développement de l'esprit critique ;
- L'éducation aux médias ;
- Le développement d'infrastructures ;
- Le développement d'un parc immobilier de qualité ;
- Une reconnaissance des métiers humains ;
- L'accroissement de moyens pour le secteur de l'enfance.

Pour ce qui est du classement de ces actions publiques sur la ligne du temps, les participants ont estimé que toutes ces actions étaient urgentes, et donc à mettre en place dès 2024. Les réponses récoltées ici manquent de nuances.

L'atelier du RWLP :

Comme cet atelier s'est réalisé en deux sous-groupes, pour les trois premières activités, nous avons fait le choix de regrouper par thèmes les apports et réflexions de chacun, afin de garder une cohérence dans les résultats.

La première activité était, pour rappel, **l'identification d'injustices ou d'inégalités** qui ne devraient plus exister en 2050 pour que les enfants et les jeunes ne vivent pas/plus dans la pauvreté et l'explication de celles-ci. 7 grandes thématiques ont été identifiées par l'ensemble des participants, à savoir, les discriminations, la petite enfance - l'accueil et l'aide à la jeunesse, l'enseignement et l'école, les soins de santé, l'emploi, les droits des citoyens et, enfin, les crises.

Les discriminations : pour les participants, la situation personnelle et familiale colle une étiquette qui poursuit l'enfant durant le reste de sa vie, les familles se sentent jugées par rapport à leurs origines, à des critères personnels, professionnels, sociaux, etc. A l'école, les enfants de parents universitaires sont mieux jugés que les enfants de parents ouvriers. L'enfant sera catégorisé en fonction de la classe sociale de ses parents, et celle-ci peut avoir un poids sur la scolarité de l'enfant.

« Dès l'école, l'enfant d'une famille où il y a des universitaires ou en tout cas, un travail bien rémunéré, on les pousse à continuer. Un enfant issu d'une famille où les parents ne travaillent pas ou ont un travail peu qualifié, s'il émet la volonté d'aller à l'université, on lui dira : Stop, ce n'est pas fait pour toi. ».

« Même entre enfants, la discrimination existe. Si t'as pas de vêtements de marque, si tes parents roulent en Fiat, ... tu es mis de côté. »

La petite enfance, l'accueil et l'aide à la jeunesse : les participants mettent en évidence le manque d'accompagnement autour de la grossesse pour une femme, que ce soit avant, pendant ou après celle-ci. Ensuite, les participants soulignent le nombre insuffisant de places en crèche, le coût de celle-ci, les horaires inadaptés pour les parents qui travaillent mais également l'inégalité en termes de priorité pour les places selon la situation d'emploi des parents. Ils regrettent que les institutions telles que l'ONE n'écoutent pas les besoins des parents pour leur venir en aide.

« Les institutions qui tentent d'élargir leurs horaires pour mieux correspondre aux besoins des parents se voient retirer leur agrément ! », « Entre les parents qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, il y a aussi des différences. Pourquoi, parce qu'on ne travaille pas, on ne peut pas déposer ses enfants à la crèche ? »

Les participants estiment que c'est une réelle problématique lorsque les crèches refusent des places pour les enfants de parents qui cherchent un emploi. D'autant plus que cela renforce les clivages existant autour de l'emploi et du non-emploi. De plus, certains participants soulignent l'absurdité de

certaines services payants et/ou accessibles uniquement aux parents qui travaillent (ex. : école des devoirs, garderies, etc.) alors que tout parent pourrait en avoir besoin, à un moment dans sa vie.

Cependant, l'un des participants souligne tout de même que les choses changent : « *Là où je suis, une maman seule avec ses enfants est désormais prioritaire, même si elle ne travaille pas.* »

Toujours concernant les crèches, les participants mettent en avant leur accès inégalitaire en termes financiers et géographiques : « *Il y a plus de crèches dans certaines zones, souvent riches, que d'autres, certaines crèches sont trop chères, ...* ». De plus, ils soulignent le rôle des grands-parents dans la garde des enfants : certains doivent s'occuper de leurs petits-enfants alors qu'ils doivent encore travailler, ils se mettent alors en difficulté en ayant des emplois précaires et/ou à temps partiels pour soutenir leurs enfants.

En ce qui concerne l'aide à la jeunesse, les participants estiment que certains parents craignent de demander de l'aide par peur de se voir enlever la garde de leurs enfants, entrant ainsi dans un cercle vicieux : plus ils ont de difficultés, plus la peur de perdre leurs enfants est élevée et moins ils vont avoir recours aux services d'aides. De plus, les participants soulignent le manque d'accompagnement des parents quand leurs enfants sont placés. Pour eux, le plus important serait de fournir des aides aux parents afin qu'ils puissent s'occuper de leurs enfants, plutôt qu'à des institutions qui s'occuperaient de leurs enfants à leur place. D'autres participants appuient ces propos en dénonçant les incohérences administratives qui peuvent exister. Comme par exemple, se voir refuser un logement social parce que les enfants ont été placés mais ne pas pouvoir récupérer la garde des enfants parce que les parents n'ont pas de logement. Enfin, les participants mettent également en avant qu'il n'existe pas d'accompagnement pour les jeunes devant quitter les institutions après leur majorité.

L'enseignement et l'école : pour les participants, le premier point soulevé est la gratuité scolaire, le coût de l'enseignement et de l'école. Pour eux, l'enseignement n'est pas réellement gratuit, les coûts sont de plus en plus élevés (ex. : le matériel, les voyages, etc.). Cela entraîne alors une stigmatisation pour les enfants dont les parents ne savent pas payer les frais.

« *Même en maternelles, ils doivent déjà payer. Et les parents qui ne peuvent pas payer du matériel scolaire neuf, par exemple, sont jugés. Et ce n'est pas nouveau ! Quand je travaillais dans l'accueil à la petite enfance, je n'avais pas le droit d'accueillir des enfants de parents qui ne pouvaient pas payer !* »

Cela peut engendrer également de la discrimination, du harcèlement, des problèmes d'intégration et de l'isolement. En effet, plusieurs exemples :

« *Acheter un ordinateur pour l'école, si les parents savent le payer en une seule fois, l'enfant a accès à l'ordinateur de manière complète. Si le paiement se fait en plusieurs fois, ce qui est une solution pour les familles défavorisées, certaines options de l'ordinateur sont bloquées* »

« *Certains élèves se privent pour acheter des vêtements de marque, des chaussures* » pour éviter le jugement, le regard des autres, parfois mêmes ceux des surveillants, et de subir du harcèlement.

Un enfant ayant des parents qui ne savent pas financer les voyages scolaires aura des difficultés d'intégration : « *Je me souviens notamment d'un enfant qui n'avait pas pu venir en classe de neige avec nous parce qu'il n'avait pas les moyens. Par la suite, il était toujours mis de côté par les autres.* »

Selon les participants, en plus d'avoir de la discrimination entre les élèves au sein d'une même école, il existe également des différences, de la discrimination entre les établissements scolaires eux-mêmes : « *Certaines écoles s'arrangent pour que le matériel soit vraiment gratuit, que les élèves n'aient pas à payer. Alors que dans d'autres écoles, il faut tout payer, y compris maintenant du*

matériel informatique. Cela ne permet pas à certains enfants d'y aller. » Pour les participants, il manque des mesures structurelles pour rendre l'enseignement réellement gratuit.

De plus, certains participants estiment que le système d'enseignement n'a pas changé depuis les années 1900, les filières professionnelles ne sont pas favorisées, par manque de moyens et de matériels, que le non-recours au droit subsiste, notamment par rapport au manque d'informations et de communication concernant l'obtention de bourse pour les études. Enfin, les participants estiment que les enfants sont différenciés dès le départ par l'éducation donnée par les parents et que les écoles doivent mener un travail pour « *ouvrir la porte aux parents d'enfants qui souffrent d'un handicap parce que c'est la galère pour savoir où aller, la quantité de papiers à remplir est astronomique...* »

Les soins de santé : aux yeux des participants, il existe une discrimination entre ceux qui bénéficient du statut « Bénéficiaire d'Intervention Majorée » (BIM) et ceux qui n'en bénéficient pas. Il ne s'agit pas de supprimer ce statut, qui est nécessaire à la survie de beaucoup, mais plutôt de le généraliser « *Tout le monde devrait être sous le statut BIM* » ou de permettre une facilité d'accès aux médecins et aux soins. Pour certains participants, les avantages du statut BIM font réfléchir par rapport au fait de travailler ou non : « *J'ai un travail, je suis sous le statut BIM. J'aimerais avoir un second boulot pour mieux vivre, mais si je prends ce second boulot, je risque fort de perdre mon statut BIM. Si je perds mon statut BIM, je réfléchirai deux fois avant d'aller chez le médecin.* », « *ça crée des tensions entre les gens. Si tout le monde avait le même statut, il y aurait moins de stigmatisation. Les chômeurs ou celles et ceux qui sont au CPAS sont toujours stigmatisés.* »

L'emploi : en lien avec l'accueil de la petite enfance et l'enseignement, les participants estiment que, souvent, le travail est incompatible avec l'accessibilité aux crèches, voire des écoles. Par exemple, un parent doit partir de chez lui à 7h pour aller travailler mais la crèche de son enfant n'ouvre qu'à 8h30. Ou encore, lors de grèves des transports en commun, les parents doivent prendre un congé pour effectuer les trajets jusqu'à l'école de leur(s) enfant(s) parce que les écoles n'acceptent pas toujours de justifier l'absence de l'enfant pour cause de grève des transports.

Les pièges à l'emploi, selon certains participants, augmentent la stigmatisation. La remise à l'emploi implique des frais supplémentaires et induit la perte de certaines aides en raison du dépassement d'un certain seuil de revenu. Ces frais supplémentaires et cette perte ne sont pas toujours compensés par le salaire : « *tout le monde devrait avoir les mêmes tarifs (ex. : chômage, CPAS, etc.) pour diminuer les stigmatisations.* »

De plus, pour les participants, le monde du travail est biaisé, notamment concernant les conditions de recrutement. En effet, aujourd'hui, les employeurs veulent des « *employés tout faits, tout prêts.* » Aussi, dans beaucoup d'offres d'emploi, la condition d'avoir de l'expérience dans le secteur est exigée : « *Partout, on demande de l'expérience, mais si on sort de l'école, comment on arrive à avoir de l'expérience ? Du coup, ces jeunes se retrouvent au chômage ou en attente de pouvoir toucher le chômage, et on les pointe du doigt parce qu'ils ne travaillent pas alors qu'ils aimeraient bien travailler.* » Certains participants soulignent aussi les dérives des employeurs et de certaines aides à l'emploi, notamment la prime au premier emploi : « *On engage pendant 2 ans puis le travailleur est viré.* » Quelques solutions émergent pourtant : « *Je trouve qu'il faudrait systématiser les stages en entreprises mais avec une obligation, après un certain temps, de donner un contrat au stagiaire. Et un CDI, pas un contrat d'un mois... Parce que souvent, aujourd'hui, on forme les gens, on les fait travailler pendant quelques mois parce qu'on a des aides et puis, après, ils se retrouvent sans travail et l'entreprise en prend d'autres à la place.* » ou de proposer aux jeunes, aux gens, des formations en alternance tout en permettant de percevoir le chômage. D'autres participants soulignent également la

difficulté d'obtenir un emploi avec l'existence de critères excluants, la discrimination envers certaines populations par exemple, les femmes qui pourraient tomber enceinte.

Pour les participants, il faut faciliter et développer la mobilité, les transports, pour aider les jeunes à trouver de l'emploi, par exemple en proposant des réductions de prix, en augmentant l'offre, en soutenant la formation au permis de conduire, etc.

Les droits des citoyens : selon les participants, les banques ont trop de pouvoir sur les citoyens : les cartes de banque sont presque devenues un impératif pour exister socialement, certaines structures et services n'acceptent pas le paiement en liquide (ex. : les hôpitaux), les interdictions bancaires sont coincées à cause du numérique et l'arrondi lié au paiement en liquide pousse à utiliser le numérique, ce qui augmente d'autant plus la fracture numérique.

Concernant l'ancien système des allocations familiales, les participants estiment qu'il existe une inégalité concernant les montants perçus¹⁶ et, pour les enfants orphelins, une inégalité selon l'année du décès du ou des parents¹⁷. Pour eux, un enfant est égal à un enfant¹⁸. De plus, et de manière générale, ils estiment que, pour les personnes faisant des études au-delà de l'âge de 25 ans, perdre le droit aux allocations est problématique.

D'autres participants soulignent toute une série de problèmes, par exemple : le statut « cohabitant », la numérisation des services administratifs conduisant à du non-recours aux droits, l'impossibilité de pouvoir se soigner correctement par manque de moyens etc.

Pour certains participants, l'état social actif demande aux citoyens de se mettre en action pour avoir accès à leurs droits, et supprime des droits pour les plus précaires.

Pour les participants, tous les droits sont liés et interconnectés. Si l'un fait défaut, tous les autres sont fragilisés.

Les crises : pour les participants, certaines crises ont fait émerger des problèmes, préexistants ou non, en les mettant en évidence :

- Par rapport aux inondations, les assurances tardent à indemniser les victimes ;
- Durant la crise énergétique, les autorités ont gelé les expulsions de personnes ne pouvant pas payer leurs charges ni leur loyer. Après cette crise, ces personnes ont dû faire face à l'expulsion de leur logement ;
- Après la crise énergétique, le statut social énergétique a été supprimé. Or, actuellement, l'énergie est toujours aussi coûteuse ou presque ;
- La crise de la COVID-19 a fait énormément de dégâts sur la santé mentale de la population, les psychologues et spécialistes sont débordés, coûtent chers et les centres gratuits sont saturés.

De manière générale, les crises ont mis en évidence les inégalités entre les villes et les campagnes, en termes d'accessibilité aux services d'aides et de soins mais également en termes de mobilité et de connectivité à internet, par le coût élevé des abonnements et la mauvaise couverture du réseau.

Certains participants mettent également en lumière la problématique dans les méthodes de prises de contact ou de prises de rendez-vous avec la plupart des services d'aides. En effet, les participants

¹⁶ Dans l'ancien système des allocations familiales, le 1^{er} enfant est au rang 1, le 2^{ème} au rang 2, le 3^{ème} et suivants au rang 3. Le premier enfant perçoit une moindre somme que le deuxième, qui perçoit une moindre somme que le troisième et suivants.

¹⁷ Si le(s) parent(s) décèdent avant 2018, l'enfant orphelin percevait une allocation majorée plus importante que si le(s) parent(s) décèdent après 2018.

¹⁸ Ce qui est le cas, dans le nouveau système qui se base sur cette égalité entre tous les enfants.

soulignent la problématique de la fracture numérique et l'incohérence de prise de rendez-vous en ligne, avec des délais parfois trop longs malgré l'urgence de certaines situations.

Mais également, certains citoyens en difficultés financières et ne possédant que des cartes téléphoniques prépayées rencontrent des difficultés à appeler les services d'aides. Le temps d'attente étant trop long, les appels coûtent chers et épuisent la carte téléphonique prépayée de l'appelant.

Les participants alertent aussi sur le manque criant de personnel et d'outils adaptés pour les services d'aides et se questionnent sur la diminution du personnel à cause du numérique en suggérant une bonne combinaison entre les deux.

Enfin, certains participants craignent qu'à l'heure actuelle, certains travailleurs sociaux défendent l'institution au détriment des citoyens. Selon eux, l'objectif n'est plus de tout mettre en œuvre pour aider les personnes dans le besoin mais plutôt de tout faire pour dépenser le moins possible.

La deuxième activité consistait, pour les participants, à choisir une injustice/inégalité par thème et **d'identifier quelles pourraient être les solutions** afin que cette injustice/inégalité n'existe plus d'ici 2050.

L'emploi des jeunes : selon nos participants, il faudrait plus de formation à l'emploi avec l'emploi à la clé car l'emploi passe par l'apprentissage : « *Pouvoir former dans les entreprises, beaucoup plus, pour apprendre sur le tas mais avec une obligation d'engagement par la suite.* »

Il faudrait également moins taxer les entreprises et lutter contre les pièges à l'emploi. Pour ce faire, l'idée des participants est de retirer les aides à l'emploi, car selon eux, elles augmentent les pièges à l'emploi, afin de diminuer les inégalités, notamment liés au Plan Formation-Insertion (PFI)¹⁹, à l'article 60²⁰, etc., mais également de pouvoir permettre des emplois durables : « *Il faut éliminer toutes les aides à l'emploi qui deviennent des pièges à l'emploi et à la formation, grâce auxquelles les employeurs reçoivent de l'argent pour faire travailler quelqu'un dans une durée limitée puis prend quelqu'un d'autre. C'est le cas aussi des articles 60. Il faut garantir des emplois durables. Avec les CDD, on ne va jamais loin, on n'a jamais de sécurité. Il faut qu'après un stage, les employeurs soient obligés d'engager* », sous-entendu en CDI pour garantir un emploi stable et durable pour la personne.

En lien avec l'emploi, les participants évoquent également la réforme des pensions en proposant la diminution de l'âge légal de la pension pour permettre aux jeunes d'entrer plus facilement sur le marché du travail et ainsi permettre une transmission des connaissances entre senior et junior : « *Plus tôt on est pensionné, plus tôt on peut engager un jeune. Il faudrait que les anciens puissent former les jeunes.* »

De plus, les participants soulignent l'emploi des parents en lien avec les horaires des crèches : « *Il faut aussi augmenter les places dans les crèches et améliorer les horaires d'accueil pour pouvoir libérer les parents pour qu'ils travaillent ou cherchent un emploi.* » Aussi, en lien avec la mobilité qui semble être un problème pour beaucoup tant au niveau de l'offre des trains qui, selon les participants, n'est plus fiable en raison des retards, des annulations et des grèves mais également au niveau de la généralisation de l'interdiction des voitures thermiques dans l'ensemble de la Wallonie après

¹⁹ En tant qu'employeur, le PFI « permet de former un demandeur d'emploi selon vos besoins spécifiques puis de l'engager pour une durée au moins équivalente à la formation ». Source : <https://www.leforem.be/entreprises/aides-financieres-plan-formation-insertion.html>

²⁰ Le dispositif « article 60 » est une aide sociale favorisant l'emploi pour les personnes éloignées du marché du travail. L'objectif est de réinsérer les individus sur le marché du travail. « [...] À l'issue de ce contrat, elle pourra, si elle satisfait à toutes les conditions, bénéficier des allocations de chômage. » Source : <https://ladds.be/la-remise-au-travail-article-60-une-voie-sans-issue/#:-:text=Le%20dispositif%20article%2060%2C%20du.%C3%A9loign%C3%A9%20du%20march%C3%A9%20du%20travail>

2035. Selon les participants, la solution des voitures électriques est trop coûteuse pour beaucoup de citoyens alors même qu'ils ont des difficultés à payer les frais pour une voiture thermique et ce, même d'occasion.

Enfin, les participants mettent en avant l'écoute des besoins et le changement des mentalités, de modèle de société. En effet, selon eux, l'emploi est au cœur des préoccupations générant des jugements et des inégalités : « *Si on n'a pas de travail, on est jugé. Et puis, sans travail, on n'a pas les moyens de vivre.* » Dès lors, la question se pose du travail « invisible », non-rémunéré pour les personnes qui élèvent leurs enfants et s'occupent de leur famille : « *Il faudrait un changement de mentalité aussi, que les personnes qui font un travail invisible soient aussi payées pour.* » L'emploi invisible, par exemple les mères ou les pères qui travaillent après leur travail visible, à la maison, à l'éducation des enfants, devrait être rémunéré. Cela augmenterait les libertés et permettrait un véritable choix quant au travail : à la maison, salarié ou indépendant. Tout le monde aurait ainsi un travail (visible ou invisible).

La petite enfance : pour ce point, les participants ont émis l'idée de se baser sur le modèle nordique avec un réel congé de maternité et de paternité : « *S'inspirer des pays nordiques, déjà. Là, par exemple, il y a un congé de maternité de trois ans et un congé paternité d'un an. Et c'est le meilleur aussi pour la santé de l'enfant !* » mais également un accompagnement des enfants et des familles dans le besoin, dès la naissance.

Ils ont également mis en avant l'influence du coût des crèches, des horaires, de l'emploi des parents et du nombre de places. Les participants ont proposé de diminuer le coût, d'élargir les horaires et d'augmenter le nombre de places en crèches, avec une bonne répartition de ces places : « *On veut des crèches partout* ». Les participants mettent également en avant qu'il y a plus de crèches dans les lieux économiquement forts parce que les personnes ont plus de revenus et parce qu'il y a plus de travail et qu'il faut, dès lors, élargir le focus sur les personnes qui cherchent un emploi.

L'enseignement : le réel problème soulevé par les participants est la non-gratuité actuelle de l'enseignement. Selon eux, il faut tout miser sur l'école, afin de donner envie aux enfants d'y aller, d'en faire un lieu de bien-être et d'émancipation. L'école devrait être entièrement gratuite et il faudrait également développer un enseignement égalitaire avec de bonnes écoles qui se valent toutes : « *Une école vraiment gratuite, sans différence entre les établissements, pour que l'on puisse aller à l'école la plus proche sans qu'il y ait des différences d'apprentissages ou de coûts par rapport à d'autres écoles. Une réforme de l'enseignement avec la vraie gratuité, c'est le seul moyen pour enlever les discriminations et réduire la pression sociale.* » Pour les participants, les mentalités doivent évoluer, dès l'enfance et à l'école pour casser les schémas et lutter contre les discriminations. Selon eux, cela passe par la famille mais également l'école en permettant une égalité entre elles grâce à un seul et même réseau d'enseignement : « *Un modèle où tout ne tournerait pas autour de « tu travailles/tu ne travailles pas ». Tout doit être modifié dans la société. Aujourd'hui, on subit encore le patriarcat, on doit se battre pour garder nos droits pour lesquels nos grands-parents se sont battus. Même politiquement. Déjà, il faut se rendre compte que les hommes et les femmes sont complémentaires. Ça doit commencer dès les manuels scolaires, prôner l'égalité. Dès l'enseignement, apprendre le respect d'autrui.* »

L'aide à la jeunesse : les participants demandent un réel soutien aux familles et un suivi de celles-ci, ensemble, en tenant compte des conditions de vie de ces familles avec une prise en charge globale. Pour eux, les institutions doivent être centrées sur le lien et l'harmonie de la famille quand des enfants sont soustraits à leur famille.

Droits à des revenus suffisants et dignes : et ce, qu'importe les situations des familles. Pour les participants, cela doit être également en lien avec les loyers, le logement et les autres dépenses,

qu'importe la source de revenus, en demandant un loyer maximum d'un tiers des revenus, ou en supprimant le statut « cohabitant », par exemple.

Les crises et la protection des plus démunis : pour nos participants, ce sont les plus pauvres qui subissent le plus de manière générale, d'autant plus en période de crises. Les protections devraient être plus importantes pour ceux qui n'ont pas les moyens de se préparer aux risques, il faut les sécuriser, soutenir les plus précarisés. Selon nos participants, les personnes qui n'ont pas les moyens financiers pour survivre aux crises doivent bénéficier d'une protection particulière avec plus de moyens et plus de rapidité, en revoyant les seuils d'accès aux droits par exemple.

Accès aux droits – numérisation des services : les participants soulignent l'importance du besoin d'un équilibre entre le numérique et l'accueil physique dans tous les services, de manière satisfaisante et en suffisance.

De manière générale, d'autres thèmes ont émergé des débats dont un qu'il semble important de mettre en lumière : **Les politiques et les citoyens**. Les participants estiment que les politiques ne peuvent plus réfléchir aux solutions sans prendre en compte les situations des citoyens, ils doivent favoriser la participation de ces derniers dans les décisions qui les concernent et être plus à l'écoute, afin de soutenir les plus fragiles et ainsi augmenter la justice sociale pour tous les citoyens.

Enfin, un dernier thème, concernant **la santé**, est également revenu dans les discussions. Pour les participants, il faut mieux prendre en compte la santé. Certains ont émis l'idée de généraliser le statut BIM pour diminuer les inégalités, les différences et les pièges à l'emploi pour les individus mais d'autres participants ont questionné cette généralisation : « *est-ce que cela ne rendrait pas les riches encore plus riches ?* » La solution qui a émergé est alors de faciliter l'accès financier aux soins de santé pour tous les citoyens, en les rendant gratuits ou en réduisant les coûts.

La troisième et dernière activité résumait dans les grandes lignes les idées émises par les participants durant les deux premières activités, en leur demandant de **rédiger un texte sur l'organisation de la société et des politiques pour un avenir idéal en 2050**.

« D'ici 2050, il faudrait que les mentalités évoluent. Pour cela, il faut commencer dès l'enfance à l'école. L'idée, c'est que l'on élimine les préjugés et, de là, les discriminations « égalité homme-femme », entre les personnes d'origine étrangère ou non, ... Cela passe par la famille mais doit être renforcé par l'école. Pour cela, d'ici 2050, il faut réformer l'école en profondeur : cela veut dire que toutes les écoles sont les mêmes, avec un bon niveau d'enseignement, le même pour tout le monde. Un seul réseau VRAIMENT gratuit. De là, les mentalités évoluent et on peut arriver à une société où l'on juge moins.

Dans la même optique, il faut reconnaître le travail invisible, celui qui n'est pas considéré comme du travail aujourd'hui, et le rémunérer pour mettre fin à la stigmatisation des non-travailleurs par rapport aux travailleurs.

Aujourd'hui, il est donc temps de penser au changement plutôt que de changer les pansements. »

3.3.2. Résultats du sondage

Pour rappel, la première question du sondage avait pour objectif de faire réagir les répondants aux trois scénarios et de les inviter à se projeter dans ces futurs.

Dans le cadre de l'analyse, les réactions des répondants ont été séparées en trois grandes catégories. La première concerne les réactions directes aux scénarios (sentiments, émotions, constats). La deuxième concerne des propositions d'actions pour améliorer la situation. La troisième catégorie concerne des projections dans le futur (parfois en dehors des balises posées par les scénarios).

Le premier scénario a recueilli l'avis de 18 répondants. En termes de réactions au scénario, les répondants émettent un constat globalement négatif. Certains évoquent par exemple des pertes de droits, mais un répondant évoque également le côté surréaliste du scénario :

« Je ferais, sans doute, partie des groupes ciblés comme déviants [...] nous serions sans doute dans une situation précaire puisque les systèmes d'assurance seraient devenus privés. [...] Bref, triste tableau sur l'ensemble des éléments abordés. » ;

« Peut-être [que mes enfants] se trouveront-ils dans une situation où leurs enfants leur seraient enlevée en cas de stigmatisation ou de pauvreté [...] La société telle que décrite me fait très peur. » ;

« J'espère ne pas perdre trop de liberté dans cette société de plus en plus réglementée. » ;

« Une constante surveillance et une lutte entre richesse et pauvreté. » ;

« Revenus à peine correct pour s'en sortir. » ;

« Mon ressenti est plutôt un sentiment d'étouffement. » ;

« Je ne souhaite pas épiloguer sur ce scénario surréaliste qui n'apporte absolument aucune réflexion. »

En réponse à ce scénario, de nombreuses propositions d'actions sont également évoquées. Ces actions concernent la politique, l'économie, le logement, les investissements, etc. :

« Il faut faire les choses dans les nuances, pas de décisions politiques impulsives [...] Il faut mettre en place des garde-fous, c'est-à-dire de l'obligation de transparence [...] il doit pour cela y avoir des institutions d'état non-liées aux gouvernements spécialement composées de spécialistes [...] il faut réaliser une obligation de paiement de 25% minimum pour toutes les entreprises réalisant de l'argent sur le territoire [...] il faudrait que l'état détienne tout le territoire, que le réel propriétaire d'un bien immobilier ce soit l'état. » ;

« Avoir un revenu convenable et surtout un accès au soin de santé. »

« Il me semble important d'investir davantage dans le secteur de la jeunesse. Que ce soit au niveau des centres et/ou familles d'accueil, de l'enseignement, des activités extra-scolaire, etc... [...] Valoriser certains secteurs professionnels aussi peut-être plus qu'intéressant [...] Il est important de se tourner vers les vraies raisons de la pauvreté infantile [...] Tant qu'on ne mettra pas en avant les travailleurs et que l'on favorisera encore et toujours les aides sociales aux gens qui ne veulent rien faire [...] nous ne saurons jamais faire face à la pauvreté infantile. » ;

« IL est important de continuer à écouter la population et lui permettre de s'exprimer. Pour ce faire, il faut continuer à éduquer non seulement les enfants mais aussi informer correctement les adultes. [...] Il faut continuer à conscientiser les personnes pour éviter d'arriver à la situation décrite dans le texte. »

Enfin, concernant les projections liées à ce scénario, on retrouve principalement des projections qui sortent des balises posées par le scénario et expriment notamment des inquiétudes ou des souhaits liés au monde actuel :

« Mon métier n'aura probablement plus beaucoup de sens à ce stade. Il est possible de perdre beaucoup sur le coup des crises climatiques. » ;

« En 2050, je serai proche de la pension et je penserai davantage à la façon dont je profiterai de la vie après une carrière complète. J'ose espérer que ma vie sera toujours confortable. » ;

« En 2050 j'espère vivre chez moi et non en maison de repos. » ;

« Je serais pauvre si je n'ai pas d'emploi. » ;

« Étant déjà fonctionnaire, je pense qu'en 2050 je le serai toujours avec un salaire augmentant progressivement au fil des changements d'échelle et de barème. [...] Cependant, au vu de l'évolution de la situation actuelle, je pense que le climat va continuer à se réchauffer et que notre situation se rapprochera plus des pays tropicaux [...] De ce fait, et comme déjà à l'heure actuelle, la différence entre les personnes aisées et les pauvres se creusera encore plus et l'alimentation ne cessera d'augmenter empêchant les personnes précarisées de se nourrir correctement. » ;

« Ma vie en 2050 serait celle d'un employé d'un service public qui s'il vit encore confortablement présente le risque de sombrer dans la pauvreté en cas d'accident de la vie. [...] Nous appartiendrions à des populations urbains, consommatrices de biens culturels, militants progressistes pour une alimentation plus saine et durable, déplorant l'inaction des gouvernements des décennies précédentes et luttant contre la mainmise des grandes entreprises sur l'économie. »

Concernant le second scénario, 13 répondants y ont été assignés. Celui-ci semble moins avoir fait réagir les répondants. Ceux-ci ont principalement exprimé des réflexions quant à leur avenir qui peuvent être liées au scénario, sans pouvoir affirmer que ces réactions sont directement liées aux balises du scénario :

« Je ne me réjouis pas d'être dans l'avenir. Ni pour moi. Ni pour mes enfants. » ;

« Tranquille, en fin de carrière avec des enfants âgés dans une situation assez confortable. » ;

« En 2050 nous serons pensionnés enfin on espère que l'âge n'aura pas été encore repoussé d'ici-là, et qu'elle sera bien versée mais vu l'économie décrite en Wallonie on le suppose. D'ici-là notre logement sera payé et isolé convenablement, les frais de chauffage et de refroidissement réduits. Les enfants partis. La pension suffira pour vivre. Il faudra peut-être rendre le logement adapté à notre mobilité qui s'annoncera plus réduite. » ;

Concernant les propositions d'actions, celles-ci concernent des notions économiques (revenu de base garanti, ...) mais également l'accès à certains besoins essentiels (soins de santé, logement, ...) :

« Revenu de base réaliste garanti attribué pour tous, plus de sdf, accès aux soins de qualité pour tous à tous âges, politique de logement revue permettant l'accès à la propriété dès la majorité plutôt qu'à la retraite ou quand vous pouvez "garantir" votre prêt... » ;

« Il faut aider les familles et les gens seuls à pouvoir se loger correctement, les loyers sont si chers que la plupart de nous ne peuvent plus se louer que des taudis insalubres... » ;

« Aide au famille monoparentale avec enfant à charge, aide aux activités extra-scolaire mais aussi plus d'aide pour les rentrées scolaire la prime scolaire ne suffit vraiment pas (voir en France), baisse des énergies première ou taxe se chauffer ou vivre avec de l'électricité ça devient un luxe. » ;

« Éducation. »

Enfin, concernant les projections de ce scénario, elles sont également très variées et ne sont pas toujours liées aux balises ou aux caractéristiques exprimées dans le scénario :

« Ma vie va être de plus en plus difficile. Le salaire ne suffit plus à couvrir les dépenses d'un foyer. L'enseignement est de plus en plus pauvre. On n'en demande de moins en moins aux élèves. Trouver un travail va être un véritable chemin de croix. La santé ne fait qu'en pâtir. On doit travailler plus, plus dure, plus longtemps. L'alimentation de base est de plus en plus

chère. Trouver un logement décent et à prix abordable va devenir impossible. Propriétaire sera encore plus difficile. » ;

« J'aurai 49 ans. J'espère avoir obtenu un cdi ou une place assez sécuritaire en tant qu'ergothérapeute. Avoir éventuellement un enfant si la vie me le permet et avoir obtenu un prêt à la banque que je serai en train de rembourser. Pouvoir manger à ma faim sans vraiment faire attention à ce que l'on dépense. Que la scolarité soit meilleure et que l'on n'atteindra pas les 50 degrés en Belgique à cause du changement climatique. Je crains quand même de devoir travailler jusque 67 ans (si l'âge de pension n'a pas augmenté d'ici là) et de commencer à endurer des problèmes au niveau de la santé pour pouvoir aller travailler. » ;

« Je serai pensionnée et sûrement dans la misère [...] » ;

« En termes de mobilité, habitant en ruralité, on espère que des alternatives efficaces auront été développées et nous permettrons de nous déplacer pour nos loisirs, notre implication associative, nos enfants et petits-enfants, nos amis, nos relations sociales. Nous aurons des petits-enfants à accueillir et leur scolarité à suivre. Le climat sera plus chaud apparemment il faudra veiller sur nos amis et les voisins de notre âge. » ;

« En 2050, si tout s'est bien passé côté santé, j'aurai atteint l'âge de 79 ans. J'espère être grand-père de magnifiques petits-enfants. [...] Mon épouse et moi sommes donc très inquiets pour nos enfants et petits-enfants, ainsi que pour toutes les générations futures. » ;

« Un chaos. »

Concernant le troisième scénario, 10 personnes y ont répondu. Cependant, les réactions sont très peu nombreuses. Un seul répondant a émis l'idée suivante :

« Histoire bien trop utopique !!! ».

Les propositions d'actions concernent à la fois des éléments économiques (moins de taxes, revenus adaptés, ...) mais également des changements concernant l'éducation ou encore l'accès au logement :

« Imposer moins de taxe. Adapter les revenus qui sont devenus insuffisants pour vivre correctement. Ne pas laisser certains propriétaires imposer des loyers excessifs ou laisser des bâtiments vides qui pourraient accueillir de nombreux démunis. Revoir le programme scolaire inadapté et insuffisant, après on s'étonne qu'ils ne savent pas écrire. Uniformiser les allocations familiales et non suivant l'année de naissance et tenir compte des familles monoparentales, régulariser les remboursements en fonction du statut familial. » ;

« Pour la scolarité, j'ajouterai la disparition des réseaux et des filières. Faire une école publique où les enseignants travailleraient vraiment en équipe avec un objectif de réussite pour tous. » ;

« L'accès à la propriété devrait être moins difficile. Cela permettrait aux parents de pouvoir laisser quelque chose à leurs enfants. La scolarité devrait plus préparer les enfants à la vie. En leur apprenant, par exemple, comment gérer son revenu, comment compléter une déclaration d'impôts et, vu que nul n'est censé ignorer la loi. » ;

« Logement, scolarité et éducation. »

Enfin, certains répondants ont émis des projections qui ne sont pas forcément liées au scénario mais à leur histoire, à leur situation :

« Tout d'abord en 2050 je me verrais vieille, mes fils seront là pour moi, je travaillerais et aiderais les gens autour de moi. » ;

« Je serai décédée. »

En conclusion, on peut noter que la projection au sein de ces scénarios était complexe pour les répondants. En effet, certains d'entre eux se sont projetés au sein de ces scénarios tandis que d'autres ont fait l'exercice mais sur base de leur situation actuelle. De plus, les réactions des répondants permettent de comprendre leur ressenti face aux scénarios ainsi que les actions qu'ils estiment importantes à mener. Ce dernier point est d'autant plus important qu'il complète la question suivante, à savoir le classement des priorités d'action publique.

La **deuxième question thématique** du sondage concerne les priorités des citoyens en termes de politiques publiques. La question posée aux répondants était la suivante : « Parmi les thématiques suivantes, veuillez en choisir 5 que vous classerez par ordre d'importance (la numéro 1 étant la plus importante et la numéro 5 la moins importante) ». La question spécifiait également que les cinq dernières politiques ne seraient pas prises en compte. Afin d'analyser les résultats de cette analyse, divers tableaux ont été réalisés. Tout d'abord, un tableau reprenant la récurrence d'apparition de chaque politique à chacune des positions du classement. Ce tableau donne donc le résultat suivant :

Nombre d'apparition des politiques publiques au sein de chacune des cinq premières places du classement

Politiques publiques	1 ^{ère} priorité	2 ^{ème} priorité	3 ^{ème} priorité	4 ^{ème} priorité	5 ^{ème} priorité
Politique de l'accueil et de la petite enfance	6	4	2	4	5
Politique de l'aide à la jeunesse	2	1	6	3	6
Politique de santé publique	6	6	7	2	3
Régime de sécurité sociale	4	7	2	7	1
Politique scolaire	3	3	7	8	2
Politique du logement	4	7	6	4	5
Politique de la famille et de l'enfance	3	4	1	3	6
Politique de lutte contre la pauvreté	7	4	2	4	4
Politique fiscale	4	2	4	2	4
Politique des droits de l'enfant et de lutte contre la pauvreté	2	3	4	4	5

Source : AVIQ 2024

Pour bien comprendre ce tableau, certaines informations sont à noter. Ce tableau est un extrait du tableau complet, ne reprenant que les 5 premières places du classement pour l'ensemble des politiques publiques. En effet, les données significatives sont celles contenues dans les colonnes allant de la 1^{ère} priorité à la 5^{ème} priorité. Les chiffres allant de la 6^{ème} à la 10^{ème} priorité ne sont pas pertinents.

étant donné la demande spécifique qui était faite aux répondants de ne pas trier ces cinq dernières politiques. Cette demande explique la sur-représentation de la politique de santé publique en 10^{ème} position, celle-ci étant naturellement positionnée en dernière place par le logiciel de sondage. Les répondants, n'ayant pas décidé de placer cette politique dans leurs cinq priorités, l'ont donc laissée en dernière position comme demandé dans la consigne.

Les données de ce tableau ont permis de construire trois classements qui vont être utilisés pour comprendre au mieux cette question. Le premier met en avant la (ou les) politique(s) les plus citées pour chacune des cinq catégories. Ce premier classement permet de comprendre quelles politiques sont le plus souvent considérées comme absolument prioritaires.

Politiques les plus citées pour chacune des cinq premières places du classement

Politique(s) publique(s) la/les plus citée(s)	Place dans le classement
Politique de lutte contre la pauvreté	1 ^{ère} place
Régime de sécurité sociale Politique du logement	2 ^{ème} place
Politique de santé publique Politique scolaire	3 ^{ème} place
Politique scolaire	4 ^{ème} place
Politique d'aide à la jeunesse Politique de la famille et de l'enfance	5 ^{ème} place

Source : AVIQ 2024

Ces résultats permettent de mettre en avant 7 politiques qui semblent importantes aux yeux des répondants. Il est intéressant de noter que la politique scolaire se retrouve deux fois dans ce classement. Si elle ne semble pas être la priorité numéro 1 pour les répondants, elle semble cependant bien ancrée en tant que 3^{ème} ou 4^{ème} priorité, ce qui montre l'intérêt des répondants pour cette politique.

Pour compléter cette première analyse qui pourrait être utilisée comme une liste de politiques publiques à réaliser dans l'ordre, il est intéressant de noter qu'elle met de côté les politiques qui auraient un bon classement général sans forcément être les plus citées au sein d'une priorité. Afin de mieux comprendre ce phénomène de politiques qui seraient régulièrement citées parmi les cinq priorités, deux classements ont été réalisés. Le premier comptabilise simplement la récurrence de chaque politique au sein du classement des cinq premières places du classement, et ce peu importe la place occupée.

Nombre d'occurrences total de chaque politique publique au sein de l'ensemble des cinq premières places du classement effectué par les répondants

Politique publique	Nombre d'apparition au sein des cinq premières places du classement
Politique du logement	26
Politique de santé publique	24
Politique scolaire	23
Politique de l'accueil et de la petite enfance	21
Régime de sécurité sociale	21
Politique de lutte contre la pauvreté	21
Politique de l'aide à la jeunesse	18
Politique des droits de l'enfant et de lutte contre la pauvreté	18
Politique de la famille et de l'enfance	17
Politique fiscale	16

Source : AVIQ 2024

Ce classement montre notamment que la politique de lutte contre la pauvreté, malgré sa situation de politique la plus citée comme priorité numéro 1, n'est que 4^{ème} à égalité en termes de récurrence au sein du classement des répondants. Il est également intéressant de noter que la différence de récurrence entre les politiques les plus citées et les politiques les moins citées est relativement faible. Il faut noter que les politiques proposées trouvent donc *toutes* une certaine valeur auprès des répondants.

Le dernier tableau analyse le classement des politiques en fonction de leur « score de préférence ». Ce score de préférence est un score construit pour chaque politique, directement en lien avec le classement que chaque répondant a réalisé. A chaque fois qu'un répondant donne une place à une politique, il lui donne un nombre de points qui dépend de sa place par rapport aux autres. Un classement en 1^{ère} position rapporte 5 points, un classement en 2^{ème} position rapporte 4 points, et ainsi de suite jusqu'à la 5^{ème} position qui n'en rapporte qu'un (pour rappel, les positions 6 à 10 ne sont pas prises en compte). Ces points sont ensuite additionnés pour chacune des politiques. Ce classement permet de mettre en avant les politiques qui sont généralement bien classées, sans se baser uniquement sur les extrêmes. Les politiques publiques qui auraient un bon classement moyen sont ainsi mieux appréhendées. Les résultats de ce tableau sont disponibles ci-dessous :

Score de préférence de chacune des politiques publiques

Politiques publiques	Score de préférence
Politique de santé publique	82
Politique du logement	79
Politique de sécurité sociale	69
Politique de lutte contre la pauvreté	69
Politique scolaire	66
Politique de l'accueil et de la petite enfance	65
Politique fiscale	48
Politique des droits de l'enfant et de lutte contre la pauvreté	47
Politique de la famille et de l'enfance	46
Politique de l'aide à la jeunesse	44

Source : AVIQ 2024

Ce tableau identifie la politique de santé publique et la politique de logement comme les deux politiques ayant le meilleur classement global au sein de ce sondage. Pour la politique de santé publique, sa récurrence élevée au sein des trois premières positions explique ce classement élevé, là où la récurrence de la politique du logement est un peu plus répartie au sein des cinq priorités. Ensuite, on peut noter que les quatre politiques suivantes sont fort proches les unes des autres. Elles semblent donc toutes importantes aux yeux des répondants, sans être la priorité absolue. Enfin, les quatre dernières politiques sont sensiblement moins bien classées que le reste. Ce classement est particulier pour la politique d'aide à la jeunesse et la politique de la famille et de l'enfance. Celles-ci étaient en effet les politiques les plus citées en tant que cinquième priorité. Ces politiques semblent donc avoir un intérêt pour certains répondants, mais ceux-ci ne les classent pas très haut.

En conclusion, cette question met en avant une série de politiques publiques prioritaires aux yeux des répondants. En tête de ces politiques se trouvent les politiques de santé publique et de logement. A l'inverse, les politiques fiscales et des droits de l'enfant ne sont pas bien classées, et ce peu importe le système d'analyse utilisé.

3.3.3. Résumé des réflexions spécifiques aux adultes :

Concernant les thèmes uniquement abordés au sein des discours des adultes, il est important de noter le caractère pragmatique qui émane des participations aux différents dispositifs. Les adultes évoquent à de nombreuses reprises des problèmes et des solutions liées à leur quotidien et à leur réalité. Ce discours est donc sensiblement moins empreint d'espoir que celui des jeunes mais adresse des solutions plus directes à des problèmes précis.

Le premier thème qui se dégage des différents dispositifs à destination des adultes est celui de **l'accueil de la petite enfance**. De nombreux problèmes ont été identifiés par les participants comme le manque d'accompagnement autour de la grossesse, les inégalités en termes d'accès aux crèches (ex. : le manque de place, la mauvaise répartition géographiques des crèches, le coût, etc.) ou encore les conflits entre les réalités des parents et le fonctionnement des crèches (ex. : les horaires

inadaptés à l'emploi des parents ou à ceux qui recherchent un emploi, les situations des parents non-prise en compte dans l'attribution des places, etc.). En termes de solutions, les participants suggèrent de nombreuses pistes : augmenter le nombre de places disponibles et mieux répartir les crèches géographiquement, élargir les horaires d'accueil afin de libérer les parents de cette contrainte, favoriser certains publics dans l'accès aux crèches (ex. : les familles monoparentales ou les demandeurs d'emploi), accompagner les familles dans le besoin dès la naissance d'un enfant ou encore modifier le système de congé parental en s'inspirant du modèle nordique. L'importance de l'accueil de la petite enfance aux yeux des adultes est également appuyée par son classement au sein de la deuxième question du sondage. En effet, les différents classements établis pour analyser les données montrent que les participants placent cette politique dans la moitié supérieure du classement.

En lien avec l'enfance, les adultes abordent également **l'aide à la jeunesse**. Le sujet principal qui préoccupe les adultes au sein de ce thème est le placement des enfants et des jeunes. Ils évoquent le cercle vicieux dans lequel les parents en difficulté se trouvent : la crainte de demander de l'aide de peur de se voir retirer la garde de leurs enfants, entraînant par conséquent une aggravation de leur situation, nourrissant ainsi la crainte initiale. De plus, les participants expriment le manque d'accompagnement tant pour les parents d'enfants placés que pour les jeunes quittant les institutions à leur majorité. Enfin, ils abordent les incohérences administratives dont peuvent être victimes les familles dont les enfants sont placés : l'accès à un logement social leur est refusé en raison du placement des enfants, cependant les parents se voient refuser la récupération de la garde de leurs enfants parce qu'ils ne possèdent pas de logement. En termes de solutions, les adultes suggèrent l'importance d'investir davantage dans l'aide à la jeunesse, ainsi qu'un réel soutien aux familles en tenant compte de leurs conditions. Ils proposent également de fournir des aides efficaces aux parents pour qu'ils puissent prendre en charge efficacement leurs enfants plutôt que de subventionner les institutions. De plus, ils estiment nécessaire une prise en charge globale de la famille, avec un travail de coopération entre celle-ci et les institutions lorsqu'il y a placement des enfants, avec une concentration forte sur le lien et l'harmonie de et dans la famille.

3.4. RÉFLEXIONS TRANSVERSALES

Dans ce point, les thèmes communs aux enfants et aux adultes sont présentés. Même si ces thèmes ont été abordés autant par les enfants que les adultes, le discours à propos de chacun d'entre eux varie selon les publics. Dans la plupart des cas, cette mise en commun ne tiendra pas compte de l'origine des discours mais vise plutôt à rendre compte de l'ensemble des idées liées à chaque thème.

Le premier thème commun aux deux publics est le thème de **la famille**. Concernant le premier scénario et le placement systématique des enfants pauvres, cela crée une indignation tant chez les enfants que chez les adultes. Ils estiment que le bien-être d'un enfant est lié au fait de vivre dans une sphère familiale bienveillante. Les participants abordent également la question de la famille et des modèles familiaux. De nombreux enfants évoquent l'envie de fonder une famille, souvent basé sur un modèle occidental traditionnel : un compagnon de vie, un ou deux enfants et éventuellement un animal de compagnie. Cependant, en réaction au deuxième scénario, ils évoquent aussi la possibilité de ne pas vouloir d'enfants et l'importance de prendre en compte ce souhait. De plus, ils mettent en avant l'importance de la reproduction sociale : de nombreux enfants répètent à l'école les schémas de pensée issus de la sphère familiale. Selon les adultes, il faut dépasser les modèles familiaux traditionnels. Ils évoquent des modèles familiaux plus ouverts et variés et mettent en avant l'importance d'un environnement familial bienveillant. Selon eux, l'essentiel est que l'enfant soit écouté et qu'il puisse apprendre de ses erreurs.

Le deuxième thème commun est celui de **l'éducation**. Selon l'ensemble des participants, le point d'attention principal est la non-gratuité scolaire. En effet, tous estiment que les coûts liés à l'école (ex. : matériel, voyages, excursion, etc.) créent des inégalités entre les élèves. Tant les enfants que les adultes considèrent que des mesures structurelles doivent être mises en place pour rendre l'école réellement gratuite. Cette réelle gratuité est une manière de réduire les inégalités entre élèves, mais les participants évoquent également l'importance de réduire les inégalités entre écoles. Ces inégalités, liées notamment à la différence de moyens entre établissements scolaires, se situent entre les écoles publiques, mais également entre les enseignements privés et publics. Les participants signifient l'importance de supprimer la notion de réseau et ainsi permettre à toutes les écoles d'être dans un rapport égalitaire en termes de coûts et de qualité de l'apprentissage. De plus, les participants suggèrent une augmentation du budget pour les établissements scolaires, notamment afin d'offrir des infrastructures de qualité. En termes de fonctionnement de l'enseignement, les participants évoquent de nombreuses pistes de solutions : adapter l'enseignement aux enfants, notamment en réduisant le nombre d'élèves par classe ; développer la formation continue du corps enseignant afin d'améliorer la qualité des apprentissages ; garantir une pluralité de choix en termes d'activités à l'école, mais aussi de matières enseignées, notamment en favorisant les filières techniques et professionnelles ; développer l'école comme un lieu d'inclusion, de bien-être et d'émancipation, capable de réduire les inégalités et de lutter contre les discriminations. Selon les enfants, deux visions s'opposent : certains estiment que tout le monde aura accès à un enseignement de qualité d'ici 2050, là où d'autres considèrent que les problèmes actuels liés à l'enseignement ne seront pas résolus d'ici là et pourraient empirer. Ils s'accordent cependant sur la capacité des deuxièmes et troisièmes scénarios à effacer ces différences. Selon les adultes, une vision politique différente en termes de système scolaire, notamment en se centrant sur l'inclusivité plutôt que sur les économies possibles, est indispensable. Celle-ci passe par une meilleure collaboration entre l'ensemble des acteurs du secteur (corps enseignant, parents, enfants). Comme le montrent les bons résultats de la politique scolaire²¹ au sein du classement du sondage, les participants estiment que l'école est un thème important et prioritaire à prendre en compte par les prochains gouvernements.

Le troisième thème abordé par les adultes et les enfants est le thème de **la santé**. De manière générale, la santé est un sujet qui fait naître de nombreuses craintes. Selon les participants, la santé mentale de la population s'est fortement détériorée, entre autres en raison de la crise du coronavirus. Chez les jeunes, la surcharge mentale et émotionnelle due à la pression scolaire est également un facteur aggravant. Ils estiment que, malgré qu'il y ait de plus en plus de professionnels dans le domaine de la santé mentale, l'accès à ces services reste compliqué en raison de divers obstacles, notamment les difficultés financières, la saturation des services gratuits et la surcharge de travail des psychologues et spécialistes. Les participants soulignent l'existence d'une discrimination entre bénéficiaires et non bénéficiaires du statut BIM, ce qui peut générer des tensions entre eux. Plutôt que de généraliser le statut BIM à l'entièreté de la population, la solution envisagée est la généralisation de l'accès aux soins de santé à moindre coût, voire gratuitement. De plus, ils évoquent l'importance de prendre en compte l'accessibilité, géographique et financière, pour les enfants comme pour les adultes. Enfin, les participants estiment que les métiers de première ligne, d'aides et de soins doivent bénéficier d'une revalorisation financière, mais également d'un travail sur leur attractivité. En conclusion, les participants estiment que la santé de la population doit être mieux prise en compte par les politiques.

Le quatrième de ces thèmes communs est **l'emploi**. Pour les participants, les conditions de recrutement soulèvent de nombreux problèmes. Tout d'abord, l'expérience requise pour obtenir un emploi

²¹ La politique scolaire est classée 5^{ème} en termes de score de préférence et 3^{ème} en termes de récurrence au sein des cinq premières places du classement.

est un frein à l'entrée des jeunes sur le marché du travail. En effet, à la sortie des études les jeunes sont considérés comme n'ayant aucune expérience. Cependant, ils ne peuvent pas en acquérir tant qu'un employeur ne leur en offre pas l'opportunité. A ce problème, s'ajoute celui des aides à l'emploi : selon les participants, les dérives de certaines aides à l'emploi entretiennent l'instabilité des emplois et favorisent les pièges à l'emploi. En termes de solutions, ils émettent l'importance de développer des emplois durables. Pour ce faire, les participants suggèrent de supprimer les aides à l'emploi pour les entreprises, de réduire leurs taxes, de développer des formations en alternance tout en percevant une indemnité de chômage mais également de généraliser les stages en entreprise, avec obligation d'engagement en CDI afin de créer des emplois stables. Un autre problème soulevé par les participants est l'existence de critères d'exclusion à l'emploi. Le port du voile mais également le désir de grossesse potentielle pour les femmes sont notamment des éléments concourant à la difficulté d'obtenir un emploi. De manière générale, les participants s'accordent sur la nécessité de développer le secteur de l'emploi, en augmentant suffisamment les salaires, et ce, notamment en fonction de l'inflation, en revalorisant les métiers manuels, issus des filières techniques et professionnelles, mais également de reconnaître la pénibilité de certains emplois en accordant des primes, par exemple. De plus, ils évoquent la difficulté d'accéder à un emploi et le besoin d'y remédier pour les individus n'ayant pas de diplôme ou pour les personnes en situation de handicap. Ensuite, les participants suggèrent également de travailler sur la nécessité, pour les entreprises, de systématiser la transmission des connaissances entre les travailleurs seniors et les travailleurs juniors et de réformer l'âge de la pension, en diminuant ce dernier, afin de favoriser un accès plus aisé des jeunes sur le marché de l'emploi. Enfin, la question du travail invisible, souvent effectué dans le cadre familial, et donc non-rémunéré, a également été soulevée. En effet, pour les participants, il est primordial de valoriser le travail invisible, notamment via une rémunération, afin de permettre à tout le monde d'accéder à l'emploi mais également pour augmenter les libertés de chacun à travailler pour l'éducation de ses enfants, pour un employeur ou en tant qu'indépendant. Concernant la vision de 2050, les enfants estiment qu'il est important d'avoir un métier épanouissant et lucratif même si cela implique de travailler énormément. Cependant, ils estiment que l'avenir sera plus complexe en termes d'accessibilité à l'emploi et en termes de revenus décentes, que certains métiers disparaîtront en raison du développement de l'intelligence artificielle et que le chômage sera en augmentation. Comme les enfants, les adultes considèrent que l'accès à l'emploi sera difficile, que les salaires ne seront pas suffisants pour vivre décemment, mais ils évoquent également la crainte que l'âge de la pension augmente, demandant aux individus de travailler davantage, sur une période plus longue et ce, plus durement. Enfin, ils craignent également que les pensions de retraite ne soient dérisoires par rapport au coût de la vie.

Le cinquième thème abordé par l'ensemble des publics est **le coût de la vie**. Pour commencer, il est important de noter que ce thème a été abordé principalement par les enfants. Ces derniers semblent plus touchés par l'augmentation du coût de la vie que les adultes et expriment plus de craintes face à ces changements. Le constat général est celui d'une augmentation du coût de la vie. En effet, les participants évoquent cette augmentation des prix au travers des biens du quotidien, voire de première nécessité : nourriture, énergie, matériel scolaire, etc. Les enfants comme les adultes mettent en avant les situations compliquées dans lesquelles vivent les plus pauvres, les injustices sociales et une difficulté accrue pour accéder aux biens de première nécessité. En termes de solutions, ils proposent des financements dans le secteur du logement pour les personnes en précarité, le développement de la culture à domicile, du commerce local et de seconde main, une baisse générale des prix, le développement des aides sociales ou encore un plus grand soutien des plus riches envers les plus pauvres. Concernant le futur, les enfants sont divisés sur la question : certains estiment que les prix devraient diminuer, là où d'autres estiment que les prix continueront à augmenter à cause des guerres. Les adultes expriment également une crainte par rapport à l'évolution des prix dans les

deux premiers scénarios : dans le premier scénario ils évoquent un revenu tout juste suffisant pour survivre et dans le second scénario ils évoquent une vie de plus en plus difficile, avec un salaire qui ne suffirait plus à couvrir les dépenses d'un foyer.

Concernant le sixième thème, à savoir **les discriminations et les injustices**, les participants évoquent un grand nombre de groupes sociaux touchés par ces problèmes. La première inégalité citée est la différence entre les classes sociales, entre les personnes qui ont les moyens financiers et ceux qui ne les ont pas. Selon les participants, les riches ont des avantages, les plus pauvres rencontrent des difficultés d'accès au logement et à l'instruction, les personnes avec un emploi sont prioritaires dans l'accès aux crèches, les enfants de familles en difficulté sont jugés à l'école à cause de leur matériel ou de leurs vêtements de moins bonnes qualités, voire se privent pour s'acheter des biens de bonne qualité. Les jeunes établissent un lien clair et direct avec l'importance de l'image renvoyée, à la mise en avant des personnes apparaissant comme fortunées ainsi qu'aux inégalités de traitement liées à la tenue vestimentaire. Ces inégalités sont renforcées d'une part par les crises successives qui ont empiré la situation pour une partie des citoyens, d'autre part par les différences entre ville et campagne et les coûts supplémentaires que peut amener la vie à la campagne. La seconde discrimination évoquée est liée aux différences entre hommes et femmes. Les participants évoquent le sexisme présent dans la société et les différences de salaires entre hommes et femmes. La troisième injustice citée par les participants correspond aux discriminations liées à l'origine et à la religion. Les participants citent entre autres les exclusions à l'emploi liées au port du voile, le racisme présent dans la société, les différences de traitement en termes d'image et de choix des mots ou encore les différences de droits en fonction du lieu de naissance. Les participants mettent en avant l'importance du milieu scolaire et familial dans la reproduction des discriminations et inégalités. En termes de solutions, les participants évoquent deux axes d'actions : d'une part les actions légales à mettre en place d'un point de vue politique, d'autre part les actions de sensibilisation ayant un impact sur les mentalités. En termes d'actions légales, ils évoquent l'importance de mettre en place des lois pour diminuer les injustices, de renforcer les critères et évaluations liées à l'emploi et au logement pour lutter contre les discriminations, ou encore l'importance d'une meilleure répartition des richesses. Concernant la sensibilisation, les participants évoquent une évolution nécessaire des mentalités, un besoin de bienveillance, un besoin d'éducation à l'école mais également au sein des familles et un besoin d'anticiper l'intégration de tous pour éviter des situations de discrimination. Les participants évoquent également l'importance de faire de l'école un lieu principal de lutte contre les inégalités et les discriminations, notamment en rendant l'école réellement gratuite. En termes de vision de 2050, une partie des participants évoquent un changement positif concernant les discriminations mais d'autres pensent que les discriminations vont s'aggraver.

Le septième, et dernier, thème que les deux publics de participants ont abordé est **le logement**. Concernant ce thème, les participants font un parallèle avec le thème précédent en évoquant les difficultés liées au coût du logement. Ils évoquent également les difficultés liées à l'accès au logement, notamment au logement public, à cause de la stigmatisation de certains publics et des longues listes d'attente. Le salaire est également évoqué comme frein majeur à l'accès au logement. Tous les participants évoquent l'importance d'un logement pour l'ensemble de la population et le besoin d'investir pour développer un parc immobilier abordable et de qualité. Selon eux, les loyers ne doivent pas être plus élevés qu'un tiers du salaire, d'empêcher les propriétaires d'imposer des loyers excessifs ou de laisser des bâtiments vides, d'aider les familles et individus à se loger correctement ou encore d'adapter les logements aux personnes en situation de handicap. Les participants notent tout de même que ce thème n'est pas assez intégré aux scénarios. Cependant, ce thème est l'un des mieux classés au sein du classement des politiques publiques du sondage, la politique de logement étant placée en première ou deuxième place, quel que soit le type de classement choisi.

Pour conclure les thématiques transversales aux différents publics, il faut également citer les différentes réactions recueillies par rapport aux vulgarisations des scénarios. En effet, la totalité des participants a été confrontée aux vulgarisations des scénarios afin de nourrir la réflexion et les débats. Chacun des trois scénarios a donc pu être confronté à la vision des participants, qui se sont exprimés à la fois sur le contenu des scénarios, mais aussi sur la crédibilité accordée à chacune des trois projections de 2050.

Dans le cas du premier scénario, les retours sont globalement négatifs. En évoquant le rôle des IA dans la prise de décision, la possibilité d'enlever les enfants de leur famille ou encore la surveillance accrue des citoyens, ce scénario fait naître de nombreuses craintes auprès des citoyens. Ce scénario est globalement considéré comme dystopique.

Pour le second scénario, les retours sont plus modérés, voire positifs. Certaines estiment que l'investissement dans l'enfance est un point positif, mais les participants mettent en avant l'importance de faire attention aux dérives et aux personnes oubliées, comme les personnes âgées.

De manière générale, le troisième scénario est vu comme étant trop utopiste. Les participants évoquent également un risque que l'allocation universelle ne réduise pas les différences entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas.

4. Synthèse des résultats

- 1) Réflexions spécifiques aux enfants :
 - Les enfants expriment à la fois leurs inquiétudes concernant des problèmes tels que le réchauffement climatique, la guerre et les inégalités de genre, mais aussi leur espoir en des changements positifs.
 - Ils suggèrent des solutions individuelles et systémiques pour résoudre ces problèmes, mettant l'accent sur l'action immédiate et future.
- 2) Réflexions spécifiques aux adultes :
 - Les adultes se concentrent sur des problèmes concrets tels que l'accès aux crèches, le placement des enfants et des jeunes, ainsi que l'égalité des chances dans l'emploi.
 - Leur discours est pragmatique et axé sur des solutions directes pour améliorer la vie quotidienne des familles et des individus.
- 3) Thèmes communs aux enfants et aux adultes :
 - Familles : les deux groupes reconnaissent l'importance d'un environnement familial bienveillant. Les enfants se projettent dans des modèles familiaux traditionnels tandis que les adultes pensent les modèles familiaux de manière plus diversifiée.
 - Éducation : ils soulignent le besoin et l'importance de rendre l'école vraiment gratuite pour réduire les inégalités. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, ils suggèrent la réduction de la taille des groupes et un enseignement plus adapté.
 - Santé : tant les enfants que les adultes s'accordent sur la nécessité d'améliorer l'accès (ex. : financier, géographique, etc.) aux soins de santé mentale et physique à tous les citoyens.
 - Emploi : ils évoquent diverses préoccupations liées à ce thème comme l'accès difficile à l'emploi notamment pour les jeunes, l'existence de critères d'exclusion et le travail invisible, souvent effectué dans le cadre familial. Ils estiment qu'il faut supprimer certaines aides à l'emploi afin de lutter contre les pièges à l'emploi et ainsi favoriser les emplois durables. De manière générale, ils demandent la revalorisation de certaines filières et donc métiers ainsi que la reconnaissance du travail invisible permettant d'augmenter les libertés de chacun.
 - Coût de la vie : les inquiétudes concernent l'augmentation des prix et notamment des biens de première nécessité. Ils insistent sur les implications de cette hausse des coûts sur les populations les plus vulnérables et demandent le développement des aides sociales et une meilleure redistribution des richesses.
 - Discriminations et injustices : les enfants et les adultes abordent les inégalités sociales, de genre, ethniques et religieuses et proposent des actions légales (ex. : appliquer les lois) et des actions de sensibilisations (ex. : programme éducatif) afin d'y remédier.
 - Logement : les participants évoquent les problèmes liés aux logements sociaux (ex. : liste d'attente, insalubrité, etc.), aux bâtiments inoccupés, mais également aux normes liées au loyer dans le secteur privé du logement. Ils insistent sur la nécessité de développer un parc immobilier abordable et de qualité pour tous.

En conclusion, malgré une certaine déconnexion avec les scénarios lors des ateliers, les participants ont naturellement abordé un grand nombre de thématiques des fiches variables, pierres fondatrices des scénarios établis par l'équipe-projet, sur base des premiers ateliers avec les experts académiques et de terrain. L'importance de ces thèmes font ainsi consensus parmi l'ensemble des parties prenantes, qu'importe leur situation.



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Autorité statistique de la Région wallonne, il fait partie, à ce titre, de l'Institut Interfédéral de Statistique (IIS) et de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN). Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens, des informations diverses qui vont des indicateurs statistiques aux études en sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

Plus d'infos : <https://www.iweps.be>



2024